

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**PARAISANT LE JEUDI**Matahiti 144
N° 11**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 16
no Mati 1995

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

| | |
|---|-----|
| Loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie politique (Extraits). (Arrêté de promulgation n° 215 DRCL du 3 mars 1995) | 581 |
|---|-----|

| | |
|--|-----|
| Décret n° 95-48 du 10 janvier 1995 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 et relatif aux corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant des postes et télécommunications. (Arrêté de promulgation n° 215 DRCL du 3 mars 1995) | 583 |
|--|-----|

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

| | |
|---|-----|
| Arrêté n° 168 BCO du 21 février 1995 portant délégation de signature à M. Thierry Hagay, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française. | 584 |
|---|-----|

| | |
|--|-----|
| Arrêté n° 199 BCO du 27 février 1995 portant délégation de signature à M. Roger Gaspar, proviseur du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu. | 585 |
|--|-----|

| | |
|---|-----|
| Arrêté n° 200 BAC du 28 février 1995 prononçant la nullité de droit des délibérations n° 1-95 SPC, n° 2-95 SPC et n° 3-95 SPC du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française en date du 8 février 1995. | 585 |
|---|-----|

| | |
|--|-----|
| Arrêté n° 212 AC.DIR/ADM du 3 mars 1995 portant nomination des membres du bureau central de vote pour la désignation des représentants du personnel à la commission administrative paritaire des techniciens des études et d'exploitation de l'aviation civile. | 586 |
|--|-----|

EXTRAITS

| | |
|---|-----|
| Arrêté n° 206 MAFIC du 2 mars 1995 portant attribution du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs. | 587 |
|---|-----|

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

| | |
|--|-----|
| Arrêté n° 232 CM du 6 mars 1995 portant agrément de la S.A.R.L. Centre frigorifique du Pacifique au bénéfice des dispositions du code des investissements de la Polynésie française. (Extraits). | 587 |
| Arrêté n° 255 CM du 6 mars 1995 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah. | 587 |
| EXTRAITS | |
| Arrêté n° 233 CM du 6 mars 1995 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de janvier 1995. | 588 |
| Arrêté n° 234 CM du 6 mars 1995 portant virement de crédits au sein du chapitre 971 du budget du territoire pour l'exercice 1995. | 588 |
| Arrêté n° 237 CM du 6 mars 1995 modifiant certaines dispositions de l'arrêté n° 41 CM du 17 janvier 1995 autorisant l'affectation du terrain domanial formant le golf de Atimaono sis à Papara au profit de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono. | 588 |
| Arrêté n° 238 CM du 6 mars 1995 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 1081 CM du 6 décembre 1993 autorisant l'acquisition par le territoire de parcelles de terres appartenant à la commune de Punaauia pour la création de la route des Plaines. | 588 |
| Arrêté n° 239 CM du 6 mars 1995 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Tamatea Ruta Tanetehina. | 588 |
| Arrêté n° 240 CM du 6 mars 1995 accordant le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Tiputa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Tuanetai Maraehuria dite Maraé Bellais épouse Tahitoterai (régularisation). | 588 |
| Arrêtés n° 241 et n° 242 CM du 6 mars 1995 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime aux îles Sous-le-Vent et aux îles Tuamotu. | 589 |
| Arrêté n° 243 CM du 6 mars 1995 portant modification de l'arrêté n° 1042 CM du 17 octobre 1994 portant désignation des membres du conseil d'administration du régime des non-salariés. | 592 |
| Arrêtés n° 244 et n° 246 à n° 252 CM du 6 mars 1995 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs des secteurs d'activité suivants, les dispositions d'avenants à la convention collective respective de chaque secteur d'activité et portant sur les salaires conventionnels respectifs pour l'année 1995 : - assurances de la Polynésie française ; - automobile, réparation, commerce et activités annexes de la Polynésie française ; - bâtiments et travaux publics de la Polynésie française ; - commerce de la Polynésie française ; - hôtellerie des îles ; - hôtellerie de Tahiti ; - entreprise de stockage, conditionnement et distribution des hydrocarbures liquides et gazeux ; - industrie de la Polynésie française. | 592 |
| Arrêté n° 253 CM du 6 mars 1995 portant modification de l'arrêté n° 1105 CM du 7 novembre 1994 portant désignation des membres du comité de gestion du régime de solidarité territorial. | 593 |
| Arrêté n° 254 CM du 6 mars 1995 complétant les arrêtés n° 672 CM du 4 août 1993 et n° 1065 CM du 5 octobre 1990 fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 et la délibération n° 115 AT du 13 décembre 1990 et fixant les conditions d'application de ces délibérations. | 593 |

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HABITAT****EXTRAITS**

- Arrêté n° 1093 VP du 6 mars 1995 portant nomination à la direction de la santé du Dr Cojan Bruno en qualité de chef de la circonscription médicale de Moorea-Maiao à compter du 1er janvier 1995. 594

MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**EXTRAITS**

- Arrêtés n° 55 et n° 56 PR du 7 mars 1995 autorisant l'organisation de tombolas au profit de l'association "A la découverte de la France" et de la Coopérative du collège Pomare IV. 594

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'URBANISME, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

- Arrêté n° 1109 MAE du 7 mars 1995 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement. 594

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

- Arrêté n° 1168 MEE du 8 mars 1995 fixant la composition du comité technique paritaire compétent à l'égard des instituteurs du cadre de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française. 598

- Arrêté n° 1169 MEE du 8 mars 1995 fixant la composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des instituteurs du corps de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française. 599

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Arrêté n° 1089 MER du 3 mars 1995 autorisant M. Tuhoe Tevaeaearai à installer et exploiter un dépôt d'hydrocarbures et un dépôt de gaz combustible liquéfié en bouteilles (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Anaa). (Extraits). 599
- Arrêté n° 1099 MER du 6 mars 1995 autorisant M. le président du SITOM à installer et exploiter un dépôt provisoire de résidus urbains (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Moorea-Maiao). (Extraits). 601

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

- Arrêté n° 95-2 Prés./AT du 2 mars 1995 complétant l'arrêté n° 94-24 Prés./AT du 12 septembre 1994 relatif à la représentation du président de l'assemblée territoriale devant les juridictions des ordres administratif et judiciaire. 604
- Arrêté n° 95-6 Prés./AT du 3 mars 1995 rapportant l'arrêté n° 95-1 Prés./AT du 25 janvier 1995 portant création du service du contrôle des dépenses engagées de l'assemblée territoriale. 604

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

| | |
|--|-----|
| Décret n° 95-194 du 20 février 1995 fixant à compter du 1er janvier 1995 le montant du salaire prévu aux articles L. 19, L. 20, L. 54 et L. 57 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre concernant les enfants et orphelins atteints d'une infirmité incurable. (J.O.R.F. du 25 février 1995, page 3011). | 605 |
|--|-----|

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

| | |
|---|-----|
| Service des douanes.— Cours des changes (période du 16 au 29 mars 1995 inclus). | 605 |
| Service du commerce extérieur.— Circulaire aux importateurs n° 302 MEC du 1er mars 1995 relative aux modalités de délivrance et d'utilisation des licences d'importation. | 605 |
| Service des domaines et de l'enregistrement.— 1°) Avis n° 314 ENR du 4 mars 1995 portant recherche des héritiers de MM. Maraë a Poheino a Tetuaitehiva, Vaiho a Haafifi a Tetuaitehiva, Mmes Teiho a Paino a Moana a Vahaore, Nunaa a Huria a Toimata, MM. Marohaturu a Fatoga, Paurihorokau a Tinirau et Mme Teapehu a Tuatea. | 609 |
| 2°) Avis n° 325 ENR du 8 mars 1995 portant recherche des héritiers de Mme Tetuanui a Paruparu a Puura, MM. Tetahio a Fau, Puarai a Pureura, Area a Pureura, Matamua Iro dit Hiro Haumani, Teio a Hururau a Teio et Mme Toairi Raufala. | 609 |
| Service de l'urbanisme.— 1°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent pour le mois de février 1995. | 607 |
| 2°) Etats récapitulatifs des autorisations de travaux immobiliers des communes de Arue et Pirae pour le mois de février 1995. | 608 |
| 3°) Certificat de conformité n° 356 MAE/AU.ISLV du 1er mars 1995 concernant la réalisation par M. Jean Julien Raimoana Mugnier du lotissement "Raimoana", sis à Avera, commune de Taputapuatea. | 609 |
| Délégation à l'environnement.— Enquête de commodo et incommodo : - M. Christian Vernaoudon, mandataire de la S.A. Kaina Village, commune de Manihi. | 609 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|--|-----|
| Annonces judiciaires et légales. | 610 |
| Annonces diverses. | 611 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUÉS

ARRETE n° 215 DRCL du 3 mars 1995 portant promulgation de la loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 et du décret n° 95-48 du 10 janvier 1995.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués dans le territoire de la Polynésie française, pour y être exécutés selon leur forme et teneur, les textes suivants :

— Loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie politique (les articles 1er à 20, 23 à 26 et l'article 28), parue au J.O.R.F. du 21 janvier 1995, page 1105 ;

— Décret n° 95-48 du 10 janvier 1995 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 et relatif aux corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant des postes et télécommunications, paru au J.O.R.F. du 17 janvier 1995, page 1845.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 1995.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Anne BOQUET.*

LOI n° 95-65 du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie politique

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 95-363 DC du 11 janvier 1995,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE ÉLECTORAL

Art. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article L. 52-4 du code électoral est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Un même mandataire ne peut être commun à plusieurs candidats. »

Art. 2. — Le premier alinéa de l'article L. 52-5 du code électoral est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« Le candidat ne peut être membre de sa propre association de financement électorale. L'expert-comptable chargé de la présentation du compte de campagne ne peut exercer les fonctions de président ou de trésorier de cette association. »

Art. 3. — Le premier alinéa de l'article L. 52-6 du code électoral est complété par une phrase ainsi rédigée :

« L'expert-comptable chargé de la présentation du compte de campagne ne peut exercer cette fonction. »

Art. 4. — L'article L. 52-8 du code électoral est ainsi modifié :

I. — Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les dons consentis par une personne physique dûment identifiée pour le financement de la campagne d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder 30 000 F.

« Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. »

II. — Le quatrième alinéa est abrogé.

III. — Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don. »

Art. 5. — Le tableau figurant à l'article L. 52-11 du code électoral est ainsi rédigé :

| FRACTION DE LA POPULATION DE LA CIRCONSCRIPTION | PLAFOND PAR HABITANT DES DÉPENSES ÉLECTORALES (en francs) | | | |
|---|--|------------------------------------|---|--|
| | Election des conseillers municipaux | | Election des conseillers généralistes | Election des conseillers régionaux |
| | Listes présentes au premier tour | Listes présentes au second tour | | |
| N'excédant pas 15 000 habitants..... | 8 | 11 | 4,2 | 3,5 |
| De 15 001 à 30 000 habitants..... | 7 | 10 | 3,5 | 3,5 |
| De 30 001 à 60 000 habitants..... | 6 | 8 | 2,8 | 3,5 |
| De 60 001 à 100 000 habitants..... | 5,5 | 7,5 | 2 | 3,5 |
| De 100 001 à 150 000 habitants..... | 5 | 7 | » | 2,5 |
| De 150 001 à 250 000 habitants..... | 4,5 | 5,5 | » | 2 |
| Excédant 250 000 habitants..... | 3,5 | 5 | » | 1,5 |

Art. 6. - Il est inséré, après l'article L. 52-11 du code électoral, un article L. 52-11-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 52-11-1. - Les dépenses électorales des candidats aux élections auxquelles l'article L. 52-4 est applicable font l'objet d'un remboursement forfaitaire de la part de l'Etat égal à 50 p. 100 de leur plafond de dépenses. Ce remboursement ne peut excéder le montant des dépenses des candidats retracées dans leur compte de campagne.

« Le remboursement forfaitaire n'est pas versé aux candidats qui ont obtenu moins de 5 p. 100 des suffrages exprimés au premier tour de scrutin ni à ceux qui ne se sont pas conformés aux prescriptions des articles L. 52-11 et L. 52-12 ou dont le compte de campagne a été rejeté ou qui n'ont pas déposé leur déclaration de situation patrimoniale, s'ils sont astreints à cette obligation. »

Art. 7. - I. - L'article L. 52-12 du code électoral est ainsi modifié :

- dans la première phrase du premier alinéa, après les mots : « en vue de l'élection », sont insérés les mots : « , hors celles de la campagne officielle ».

- la deuxième phrase du premier alinéa est ainsi rédigée :
« Sont réputées faites pour son compte les dépenses exposées directement au profit du candidat et avec l'accord de celui-ci, par les personnes physiques qui lui apportent leur soutien, ainsi que par les partis et groupements politiques qui ont été créés en vue de lui apporter leur soutien ou qui lui apportent leur soutien. »

- le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le compte de campagne doit être en équilibre ou excédentaire et ne peut présenter un déficit. »

- la deuxième phrase du dernier alinéa est supprimée.

II. - Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 52-17 du même code, les mots : « ou morales » sont supprimés.

Art. 8. - Sont abrogés les articles L. 158, L. 213, L. 244 et L. 349 du code électoral.

Art. 9. - Le dernier alinéa de l'article L. 157 du code électoral est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« La déclaration de candidature est remise personnellement par le candidat ou son suppléant.

« Un reçu provisoire de déclaration est donné au déposant. »

Art. 10. - Il est rétabli, dans le code électoral, un article L. 7 ainsi rédigé :

« Art. L. 7. - Ne doivent pas être inscrites sur la liste électorale, pendant un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle la condamnation est devenue définitive, les personnes condamnées pour l'une des infractions prévues par

les articles 432-10 à 432-16, 433-1, 433-2, 433-3 et 433-4 du code pénal ou pour le délit de recel de l'une de ces infractions, défini par les articles 321-1 et 321-2 du code pénal. »

Art. 11. - Les trois derniers alinéas de l'article L. 167 du code électoral sont abrogés.

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 RELATIVE À LA TRANSPARENCE FINANCIÈRE DE LA VIE POLITIQUE

Art. 12. - Le premier alinéa de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il n'est pas tenu compte des suffrages obtenus par les candidats déclarés inéligibles au titre de l'article L.O. 128 du code électoral. »

Art. 13. - I. - Il est inséré, après l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée, un article 9-1 ainsi rédigé :

« Art. 9-1. - Un parti ou groupement politique ne bénéficiant pas des dispositions des articles 8 et 9 reçoit une contribution forfaitaire de l'Etat de deux millions de francs s'il a perçu, au cours d'une année, par l'intermédiaire d'un ou plusieurs mandataires des dons, ayant chacun fait l'objet d'un reçu prévu par l'article 11-4, de la part d'au moins 10 000 personnes physiques, dûment identifiées, dont 500 élus, répartis entre au moins trente départements, territoires d'outre-mer ou collectivités territoriales d'outre-mer à statut particulier, pour un montant total d'au moins un million de francs.

« La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques constate, à l'occasion du dépôt des comptes du parti ou groupement prévu par l'article 11-7, que les conditions prévues au premier alinéa sont réunies.

« Le parti ou groupement bénéficiant des dispositions du présent article est, pour l'application du troisième alinéa de l'article 9, assimilé aux partis et groupements bénéficiaires de la première fraction des aides prévues à l'article 8. »

II. - Les dispositions du présent article sont applicables pendant trois ans à compter de la date de publication de la présente loi.

Art. 14. - Au dernier alinéa (2°) de l'article 11-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée, sont supprimés les mots : « et de dresser un état récapitulatif annuel des dons effectués par des personnes morales au 31 décembre de chaque année, qui est transmis dans les trois mois à l'autorité administrative. »

Art. 15. - Au deuxième alinéa de l'article 11-2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée, sont supprimés les

mots : « et de dresser un état récapitulatif annuel des dons effectués par des personnes morales au 31 décembre de chaque année, qui est transmis dans les trois mois à l'autorité administrative ».

Art. 16. - L'article 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée est ainsi modifié :

I. - Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les dons consentis par des personnes physiques dûment identifiées à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ou à un ou plusieurs mandataires financiers d'un même parti politique ne peuvent annuellement excéder 50 000 F.

« Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques, ni en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers, ni en leur fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. »

II. - Le quatrième alinéa est abrogé.

Art. 17. - La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée est supprimée.

Art. 18. - L'article 11-9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée est abrogé.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 19. - A l'article 19-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, les mots : « 80 millions de francs » sont remplacés par les mots : « 56 millions de francs ».

Art. 20. - [Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 95-363 DC du 11 janvier 1995.]

Art. 23. - I. - Le I de l'article 20 de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques est abrogé.

II. - A la fin du dernier alinéa (5°) de l'article 168 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, sont supprimés les mots : « et des dons effectués à des associations de financement électorales ou mandataires financiers prévus par l'article L. 52-4 du code électoral ou à un ou plusieurs partis ou groupements politiques, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique ».

Art. 24. - Le premier alinéa de l'article 21 de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 précitée est ainsi rédigé :

« Les tribunaux correctionnels peuvent prononcer l'exclusion des marchés publics pour une durée qui ne peut excéder cinq ans à l'encontre des personnes physiques ou morales ayant versé des dons ou consenti des avantages en violation des dispositions de l'article L. 52-8 du code électoral et de l'article 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. »

Art. 25. - Les dispositions de la deuxième phrase du dernier alinéa de l'article L. 52-12 du code électoral et de la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée demeurent applicables, dans leur rédaction antérieure à la présente loi, aux dons consentis avant sa publication.

Art. 26. - La présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 28. - A l'issue d'une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de l'article 4 de la présente loi, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques remet au Gouvernement un rapport spécial contenant ses observations sur les conditions dans lesquelles ladite loi a été appliquée et ses appréciations concernant l'interdiction faite aux personnes morales de contribuer au financement des campagnes et des partis.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 janvier 1995.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

EDOUARD BALLADUR

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,

CHARLES PASQUA

Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice,

PIERRE MÉHAIGNERIE

Le ministre du budget,
porte-parole du Gouvernement,

NICOLAS SARKOZY

Décret n° 95-48 du 10 janvier 1995 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 et relatif aux corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant des postes et télécommunications

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, du ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, du ministre de la fonction publique et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste, et des télécommunications, notamment son article 29, modifiée par la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'avis du comité technique paritaire pour les corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française en date du 24 septembre 1993 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Il est inséré, entre les articles 2 et 3 du décret du 5 janvier 1968 susvisé, des articles 2-1 et 2-2 rédigés comme suit :

« Art. 2-1. - La correspondance entre les corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant des

postes et télécommunications créés par la loi du 11 juillet 1966 susvisée, d'une part, et les corps métropolitains de La Poste et de France Télécom, de l'autre, est déterminée par le tableau suivant :

| CORPS DE L'ÉTAT pour l'administration de la Polynésie française relevant des postes et télécommunications | CORPS DE LA POSTE ou de France Télécom correspondants régis par les statuts particuliers du 31 décembre 1990 |
|---|---|
| Contrôleurs divisionnaires. | Contrôleurs divisionnaires de La Poste ou contrôleurs divisionnaires de France Télécom. |
| Contrôleurs. | Contrôleurs de La Poste ou contrôleurs de France Télécom. |
| Chefs techniciens. | Chefs techniciens de La Poste ou chefs techniciens de France Télécom. |
| Techniciens. | Techniciens des installations de La Poste ou techniciens des installations de France Télécom. |
| Aides-techniciens des installations. | Aides-techniciens des installations de La Poste ou aides-techniciens des installations de France Télécom. |
| Agents d'exploitation du service général. | Agents d'exploitation du service général de La Poste ou agents d'exploitation du service général de France Télécom. |
| Agents d'exploitation (branche Services de la distribution et de l'acheminement). | Agents d'exploitation de La Poste (branche Services de la distribution et de l'acheminement). |
| Agents d'exploitation (branche Service des lignes). | Agents d'exploitation de France Télécom (branche Service des lignes). |
| Chefs de district. | Chefs de district de France Télécom. |
| Chefs de secteur. | Chefs de secteur de France Télécom. |
| Conducteurs de travaux du service des lignes. | Conducteurs de travaux du service des lignes de France Télécom. |
| Préposés. | Préposés de La Poste. |
| Contremaîtres. | Contremaîtres de La Poste ou contremaîtres de France Télécom. |
| Ouvriers d'état. | Ouvriers d'état de La Poste ou ouvriers d'état de France Télécom. |

« Art. 2-2. - Sont créés les corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant des postes et télécommunications énumérés dans le tableau ci-après.

« Ces corps sont soumis aux statuts des corps de La Poste et de France Télécom suivant les correspondances fixées par ce même tableau :

| CORPS DE L'ÉTAT pour l'administration de la Polynésie française relevant des postes et télécommunications | CORPS DE LA POSTE ou de France Télécom correspondant |
|---|---|
| Cadres supérieurs. | Cadres supérieurs de La Poste ou cadres supérieurs de France Télécom. |
| Cadres. | Cadres de La Poste ou cadres de France Télécom. |
| Techniciens supérieurs. | Techniciens supérieurs de La Poste. |
| Cadres d'exploitation. | Cadres d'exploitation de France Télécom. |
| Agents de maîtrise, techniques et de gestion. | Agents de maîtrise, techniques et de gestion de La Poste. |
| Collaborateurs et agents de maîtrise. | Collaborateurs et agents de maîtrise de France Télécom. |

| CORPS DE L'ÉTAT pour l'administration de la Polynésie française relevant des postes et télécommunications | CORPS DE LA POSTE ou de France Télécom correspondant |
|---|---|
| Agents professionnels qualifiés. | Agents professionnels qualifiés de La Poste ou agents professionnels qualifiés de France Télécom. |
| Agents professionnels. | Agents professionnels de La Poste ou agents professionnels de France Télécom. |

« Les fonctionnaires membres des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française visés à l'article 2-1 ci-dessus, qui exercent l'une des fonctions de l'un des grades des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française énumérés dans le tableau ci-dessus, ont vocation à être intégrés dans ces derniers corps.

« Les compétences dévolues aux présidents des conseils d'administration par les décrets statutaires des corps métropolitains correspondants ci-dessus sont exercées par le ministre chargé des postes et télécommunications. »

Art. 2. - Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, le ministre de la fonction publique et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur,
JOSÉ ROSSI

Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,
NICOLAS SARKOZY

Le ministre de la fonction publique,
ANDRÉ ROSSINOT

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 168 BCO du 21 février 1995 portant délégation de signature à M. Thierry Hegay, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 15 juillet 1994 portant nomination de M. Paul Roncière, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 167 PEL.E2 du 21 février 1995 constatant l'arrivée dans le territoire de M. Thierry Hegay, sous-préfet de

2e classe, nommé directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 BCO du 17 août 1994 portant délégation de signature à M. Lionel Rimoux, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation est donnée à M. Thierry Hegay, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, à l'effet de signer au nom du haut-commissaire les correspondances et actes courants, et particulièrement :

- l'engagement et la liquidation des dépenses imputées sur les crédits de l'Etat gérés par le cabinet ;
- la légalisation des signatures ;
- les décisions d'autorisations de détention d'armes dans le territoire de la Polynésie française ;
- les arrêtés portant désignation du jury d'examen pour l'admission aux différents brevets et spécialisations concernant le secourisme et la protection civile ;
- les arrêtés fixant les résultats des examens définis à l'alinéa précédent ;
- les arrêtés portant composition et appel des classes pris en application des dispositions du code du service national, à l'exclusion de toute autre forme d'arrêté.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général de la Polynésie française, M. Thierry Hegay, reçoit en outre délégation générale pour signer au nom du haut-commissaire, toutes correspondances et actes administratifs, y compris les arrêtés.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 815 BCO du 17 août 1994 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 février 1995.
Paul RONCIERE.

ARRETE n° 199 BCO du 27 février 1995 portant délégation de signature à M. Roger Gaspar, proviseur du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 15 juillet 1994 portant nomination de M. Paul Roncière, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 92-12 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricole en Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 août 1993 portant affectation de M. Roger Gaspar en qualité de proviseur du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-77 AT du 23 juin 1994 portant création de l'Etablissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1181 CM du 21 novembre 1994 nommant M. Roger Gaspar directeur de l'E.P.T.E.F.P.A. de Opunohu ;

Vu la demande du ministère de l'agriculture et de la pêche du 20 février 1995 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation est donnée à M. Roger Gaspar, directeur de l'E.P.T.E.F.P.A., à l'effet de procéder au nom du haut-commissaire, à la liquidation et au mandatement des dépenses afférentes à la rémunération des personnels enseignants contractuels de la section agricole du lycée privé Anne-Marie Javouhey, imputées sur le chapitre 43-22, article 10, du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 février 1995.
Paul RONCIERE.

ARRETE n° 200 BAC du 28 février 1995 prononçant la nullité de droit des délibérations n° 1-95 SPC, n° 2-95 SPC et n° 3-95 SPC du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française en date du 8 février 1995.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu les articles L. 121-10, L. 121-11, L. 121-32, L. 121-33, L. 163-10 et L. 163-11 du code des communes de la Polynésie française ;

Vu la première convocation adressée aux membres du bureau datée du 31 janvier 1995 ;

Vu le procès-verbal de la séance du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française du 6 février 1995, constatant l'absence de quorum et l'impossibilité pour le bureau de se réunir ;

Vu la deuxième convocation adressée aux membres du bureau datée du 6 février 1995 ;

Vu le procès-verbal de la séance du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française du 8 février 1995 ;

Vu les délibérations n° 1-95 SPC, n° 2-95 SPC et n° 3-95 SPC reçues le 13 février 1995 au haut-commissariat ;

Considérant que :

- le code des communes impose un délai minimum de trois jours entre la première et la deuxième convocation, en cas d'absence de quorum, et, qu'il s'est écoulé entre le 6 février 1995, date de la première convocation et le 8 février 1995, date de la deuxième convocation, un délai de deux jours ;
- l'urgence n'a pas été invoquée lors de la première convocation et que cette mention dans la deuxième convocation est sans influence sur le délai minimum de trois jours requis entre les deux convocations ;
- les délais de convocation n'ont pas été respectés, et qu'en conséquence le bureau s'est réuni de manière irrégulière ;
- les délibérations prises à la suite d'une convocation irrégulière sont illégales,

Arrête :

Article 1er.— Il est prononcé la nullité de l'ensemble des trois délibérations prises lors de la séance du bureau du 8 février 1995 du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française :

- délibération n° 1-95 SPC portant virements des crédits ;
- délibération n° 2-95 SPC autorisant la prise en charge des frais de transport en métropole d'un chef de garde de sapeur pompier ;
- délibération n° 3-95 SPC relative à la clôture de l'opération "forages aux Gambier".

Art. 2.— Conformément aux dispositions de l'article R 104 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois, courant à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, le président du S.P.C.P.F. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché au siège du syndicat, adressé aux

communes membres du syndicat et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 février 1995.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

ARRETE n° 212 AC.DIR/ADM du 3 mars 1995 portant nomination des membres du bureau central de vote pour la désignation des représentants du personnel à la commission administrative paritaire des techniciens des études et d'exploitation de l'aviation civile.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française et le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 pris pour son application ;

Vu l'arrêté interministériel du 15 décembre 1970 instituant les commissions administratives paritaires des corps techniques du service d'Etat de l'aviation civile, modifié par l'arrêté du 21 octobre 1994 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 juillet 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-955 du 25 octobre 1984 relative aux commissions administratives paritaires ;

Vu la circulaire n° 1314 AC.DIR/ADM du 13 décembre 1994 portant organisation des élections des représentants du personnel à la C.A.P. n° 2 du corps des techniciens des études et d'exploitation de l'aviation civile du C.E.A.P.F., modifiée par la lettre n° 11 AC.DIR/ADM du 5 janvier 1995,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés membres du bureau central de vote pour la désignation des représentants du personnel à la commission administrative paritaire n° 2 du corps des techniciens des études et d'exploitation de l'aviation civile du C.E.A.P.F. :

- *Président* : M. Camoin Jean-Claude, attaché d'administration de l'aviation civile ;
- *Secrétaire* : Mme Degage Aurore, secrétaire administratif en chef du C.E.A.P.F. ;
- *Délégué de liste* : M. Colombani Roland, technicien des études et d'exploitation de l'aviation civile de classe exceptionnelle.

Art. 2.— Le secrétaire général et le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française sont chargés

de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 1995.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

Par arrêté n° 206 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 mars 1995.— Le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centre de vacances et de loisirs est attribué aux personnes dont les noms suivent :

Mahaa Marama, Taiarui Georges, Taiarui née Mataiho Teurihei Teipo.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 232 CM du 6 mars 1995 portant agrément de la S.A.R.L. Centre frigorifique du Pacifique au bénéfice des dispositions du code des investissements de la Polynésie française.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire, est accordé au Centre frigorifique du Pacifique.

Art. 2.— Le montant hors droits de l'investissement, servant de base au calcul des avantages, est de *quatre-vingt-dix-sept millions quatre cent trente mille francs CFP* (97.430.000 F CFP).

Art. 3.— Conformément à l'article 18 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée, le Centre frigorifique du Pacifique bénéficie d'un montant cumulé des exonérations fiscales et aides financières plafonné à hauteur de *vingt et un millions trois cent quatre-vingt mille francs CFP* (21.380.000 F CFP), soit un taux de 22 % sur le montant hors droits de l'investissement.

Art. 4.— Conformément à l'article 28 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée, le Centre frigorifique du Pacifique bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée pour l'ensemble du matériel repris à l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 portant application de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée à hauteur de *sept millions huit cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (7.890.000 F CFP).

Art. 5.— Conformément à l'article 20 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée, le Centre frigorifique du Pacifique bénéficie de l'exonération du paiement de la patente sur une période de 3 ans à hauteur de *treize millions quatre cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (13.490.000 F CFP).

Art. 6.— En contrepartie des avantages octroyés par le territoire, le Centre frigorifique du Pacifique est tenu aux obliga-

tions prévues aux articles 17 et 21 de l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 modifié susvisé pendant une durée fixée à 3 ans et ce pour compter de la date de parution du présent arrêté.

Art. 7.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

Art. 8.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mars 1995.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUIILLARD.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 255 CM du 6 mars 1995 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah.

NOR : CSP9500288AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des transports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-99 AT du 11 août 1967 portant création d'une Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 548 CM du 3 juin 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgé-

taires et comptables de l'établissement public dénommé "Caisse de soutien des prix du coprah" ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er mars 1995,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés membres avec voix délibérative du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah, au titre des intérêts professionnels :

- M. Michel Lehartel, représentant la chambre d'agriculture et d'élevage ;
- M. Hugh Laughlin, représentant la chambre d'agriculture et d'élevage ;
- M. Teruirau Cabral, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Henri Van Bastolaer, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Gaston Hanere, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Antoine Skala, représentant les producteurs de monoï ;
- M. Bene Richmond, représentant les transporteurs de coprah.

Art. 2.— L'arrêté n° 1152 CM du 16 octobre 1992 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des transports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mars 1995.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Michel BUIILLARD.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre de l'économie et des transports,

Georges PUCHON.

NOR : ITS9500254AC

Par arrêté n° 233 CM du 6 mars 1995.— Est constaté au niveau de 109,7, l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de janvier 1995 (base 100 en décembre 1988).

Par arrêté n° 234 CM du 6 mars 1995.— Est autorisé le virement de crédits de 1.000.000 F CFP suivant :

| S/Chap | Art. | Libellé | En + | En - |
|--------|------|---|-----------|-----------|
| 97100 | 690 | Impôts sur le revenu Remboursement de trop-perçus | | 1.000.000 |
| 97108 | 690 | Impôts directs affectés Remboursement de trop-perçus | 1.000.000 | |
| | | TOTAL : | 1.000.000 | 1.000.000 |

NOR : GDA9500253AC

Par arrêté n° 237 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 41 CM du 17 janvier 1995, autorisant l'affectation du terrain domanial formant le golf de Atimaono sis à Papara au profit de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

"Art. 2 (nouveau).— Cette affectation est destinée à permettre à l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono (E.A.G.D.A.) d'assurer dorénavant, après intégration des personnels y rattachés, la gestion de cet ensemble immobilier, d'en assumer spécialement l'entretien, la réalisation de travaux d'aménagement prioritaires, de faciliter la construction des vestiaires prévus au programme des Xe Jeux du Pacifique Sud.

Elle prend effet au 1er janvier 1995."

NOR : DOM9500235AC

Par arrêté n° 238 CM du 6 mars 1995.— Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 1081 CM du 6 décembre 1993, autorisant l'acquisition par le territoire de parcelles de terres appartenant à la commune de Punaauia pour la création de la route des Plaines, en ce qu'elles concernent la parcelle de terre ci-dessous désignée.

| N° du plan | Nom de la terre | Référence cadastrale | Superficie m2 | Nom et adresse du propriétaire | Prix de la vente en F CFP |
|------------|-----------------|----------------------|--------------------|--------------------------------|---------------------------|
| 107 | Vaihi-partie | M 97 BP. 56 | a- 1.542 b- 321 | commune de Punaauia | 7.452.000 |

NOR : DOM9500240AC

Par arrêté n° 239 CM du 6 mars 1995.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Tamatea Ruta Tanetchina, l'autorisation d'occupation temporaire de 4 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1.150 m2, sis à 400 m de la terre Teavatika n° 2 à Apataki, commune de Arutua, destinés au collectage de naissains de nacre (3 stations de 50 x 1 m) et à l'élevage de la nacre (1.000 m2).

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à 10.000 FCP.

NOR : DOM9500241AC

Par arrêté n° 240 CM du 6 mars 1995.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de Mme Tuanetai Maraehuria dite Maraé Bellais, épouse Tahitoterai, le renouvellement, pour une durée de 9 années à compter du 21 décembre 1992, de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 966 m2, sis à la passe de Tiputa, face à la terre Iioe, parcelle n° 58, PV 27 à Tiputa, commune de Rangiroa, destiné à l'exploitation d'un parc à poissons.

Conditions particulières :

La bénéficiaire devra orienter l'ouverture du parc à poissons côté océan et maintenir une distance de 110 m par rapport au parc voisin.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à 5.000 FCP.

NOR : DOM6500248AC

Par arrêté n° 241 CM du 6 mars 1995.— Sont accordées, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 306 CM du 20 mars 1992, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime sis aux îles Sous-le-Vent figurant sur le tableau ci-après :

| N° d'ordre | Bénéficiaires | Désignation | Situation | Destination | Redevances annuelles |
|-----------------------|--|---|---|--|---------------------------------|
| ILE DE RAIATEA | | | | | |
| 1 | S.C.A. "Vairua Perles" | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 24 ca | à Taputapuatea face au rocher Paiheuta sur le rocher Paheutua | élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha - N° 29 T19) 1 maison d'exploitation et de greffage (24 m2) | 15.000 F 12.000 F |
| 2 | Walter Tamatea Teroatea | 1 emplacement maritime de 1.000 m2 | à Taputapuatea face au rocher Paihetai | 1 parc à poissons (N° 59 U20) | 5.000 F |
| 3 | Gilberte Fanny Nicole Sanquer | 1 emplacement maritime de 1 ha | à Uturoa face à la pointe Motu Tapu | élevage de la nacre et ferme perlière (N° 32 AB12) | 15.000 F |
| 4 | Augustin Teuiau | 1 emplacement maritime de 1 ha | à Uturoa face à la pointe Motu Tapu | élevage de la nacre et ferme perlière (N° 34 AA12) | 15.000 F |
| 5 | Sergio Tupaia | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 40 ca | à Uturoa face à la pointe Motu Tapu | élevage de la nacre et ferme perlière (N° 33 AB13) 1 maison d'exploitation et de greffage (40 m2) | 15.000 F 12.000 F |
| ILE DE TAHAA | | | | | |
| 6 | D a n i e l Faatupuaiteai Amaru | 1 emplacement maritime de 57 m2 | dans la baie de Haamene | 1 maison d'exploitation et de greffage (N° 154 AI13) | 12.000 F |
| 7 | Tavaeura Atger | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 24 ca | dans la baie de Faaaha face à la terre Para | élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha - N° 230 AJ16) 1 maison d'exploitation et de greffage (24 m2) | 15.000 F 12.000 F |
| 8 | Migiline Maruae, épouse Hunter | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 36 ca | à Patio au sud-ouest du motu Tehotu | élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha - N° 255 AP5) 1 maison d'exploitation et de greffage (36 m2) | 15.000 F 12.000 F |
| 9 | Marlinda Jordan | 3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 10 a 36 ca | à Tapuamu à 400 m au sud-ouest du motu Tehotu | collectage, élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha - N° 182 AN4) 1 maison d'exploitation et de greffage (36 m2) 1 parc à poissons (1.000 m2 - N° 182 AR5) | 15.000 F 12.000 F 5.000 F |
| 10 | Association Maison familiale rurale de Tahaa | 1 emplacement maritime de 1.000 m2 | face à la pointe Vaiaata | 1 parc à poissons (N° 227 AJ19) | 5.000 F |
| 11 | Terietu Maruae | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 36 ca | à Patio au sud-ouest du motu Tehotu | élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha - N° 224 AQ5) 1 maison d'exploitation et de greffage (36 m2) | 15.000 F 12.000 F |

| N° d'ordre | Bénéficiaires | Désignation | Situation | Destination | Redevances annuelles |
|------------|--|--|---|--|--------------------------|
| 12 | Célestine Maruae, épouse Tetumahuta | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 36 ca | à Patio au sud-ouest du motu Tehotu | élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha - N° 222 AQ5) 1 maison d'exploitation et de greffage (36 m2) | 15.000 F 12.000 F |
| 13 | Naumi Maruae, épouse Papai | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 36 ca | à Patio au sud-ouest du motu Tehotu | élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha - N° 223 AQ5) 1 maison d'exploitation et de greffage (36 m2) | 15.000 F 12.000 F |
| 14 | Léa Louise Temoehaeaadite Do Carlson | 1 emplacement maritime de 22 m2 | <i>ILE DE HUAHINE</i> à Macva au regard de la terre Vaitarae 1 Tetuanui | 1 maison d'exploitation et de greffage | 12.000 F |
| 15 | Daniela Metuauri | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 12 ca | <i>ILE DE MAUPITI</i> face à la terre Aneroa à 200 m | élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (12 m2) | 15.000 F 12.000 F |

Les maisons d'exploitation et de greffage sont soumises à l'obtention préalable d'un permis de construire délivré par le service de l'urbanisme et les bénéficiaires devront se conformer aux directives dudit service quant aux types de construction.

NOR : DOM9500251AC

Par arrêté n° 242 CM du 6 mars 1995.— Sont accordées, aux clauses et conditions du cahier des charges type, les autorisations d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis dans les îles Tuamotu figurant sur le tableau ci-après :

| N° d'ordre | Bénéficiaires | Désignation | Situation | Destination | Redevances annuelles |
|------------|---|--|---|--|--|
| | | | <i>COMMUNE DE MAKEMO</i> | | |
| 1 | Mikaela Tehono Maro | 1 emplacement maritime de 1 ha | 1) à Makemo à 300 m environ face à la terre Napaite | collectage, élevage de la nacre et ferme perlière | 15.000 F |
| 2 | Simon Temaui Ravea | 3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2 ha 0 a 60 ca | face à la terre Havana à environ 1 km à environ 500 m à 50 m | élevage de la nacre (1 ha) ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m2) | 15.000 F 15.000 F 12.000 F |
| 3 | Michel Tangitama Tangi (fils) | 1 emplacement maritime de 1 ha | au droit de la terre Napahere à environ 400 m du rivage | élevage de la nacre et ferme perlière | 15.000 F |
| 4 | Raphaël Tehoapu Pai Mati Tokoragi (voir article 2) | 6 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2 ha 5 a 0 ca | face à la terre Tiketike à environ 2 km du rivage à environ 800 m du rivage | 5 stations de collectage de 100 m x 1 m élevage de la nacre et ferme perlière (2 ha) | Gratis 21.000 F réduite à 15.000 F les cinq premières années |

| N° d'ordre | Bénéficiaires | Désignation | Situation | Destination | Redevances annuelles |
|----------------------------|---|--|--|--|--|
| 5 | P o i a Temaramahiti Maruaitu, épouse Pacamara | 1 emplacement maritime de 50 m ² | 2) à <i>Taenga</i> à l'entrée de la passe Tirite-Pakau | 1 parc à poissons | 5.000 F |
| 6 | Mata Hamani Hamau, épouse Noho | 6 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 5 a 0 ca | 3) à <i>Takume</i> face à la terre Papava à environ 500 m du rivage à environ 300 m du rivage | 5 stations de collectage de 100 m x 1 m élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) | Gratis 15.000 F |
| 7 | Ida Tetahi Noho (voir article 2) | 6 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 5 a 0 ca | 4) à <i>Katiu</i> au droit de la terre Taherekaokao à environ 6 km du rivage à environ 3 km du rivage | 5 stations de collectage de 100 m x 1 m élevage de la nacre et ferme perlière (10 ha) | Gratis 105.000 F réduite à 52.500 F les cinq premières années |
| 8 | Maeva Tihata | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 60 ca | 5) à <i>Raroia</i> au droit de la terre Tahutika à environ 5 km du rivage à environ 60 m du rivage | collectage, élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m ²) | 15.000 F 12.000 F |
| COMMUNE DE FAKARAVA | | | | | |
| 9 | Carmen Rere Snow | 1 emplacement maritime de 1 ha | 1) à <i>Fakarava</i> face à la terre Tepumikimiki à environ 200 m du rivage | élevage de la nacre et ferme perlière | 15.000 F |
| 10 | Victor Taurai Tshon Fo Ayee | 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 6.000 m ² | à la passe Garue côté nord-ouest et à la pointe nord-est de la terre Farakau au chenal Pukutou côté nord-ouest district Tehatea | 1 parc à poissons (3.000 m ²) 1 parc à poissons (3.000 m ²) | 5.000 F 10.000 F |
| 11 | Fariua Julien Stelio Bellais | 7 emplacements maritimes d'une superficie totale de 8 ha 5 a 0 ca | 2) à <i>Raraka</i> au droit de la terre Vaituki à 2.500 m du rivage à 3 km du rivage à 2 km du rivage | 5 stations de collectage de 100 m x 1 m élevage de la nacre (4 ha) ferme perlière (4 ha) | Gratis 42.000 F réduite à 21.000 F les cinq premières années 42.000 F réduite à 21.000 F les cinq premières années |
| 12 | Tu Uira Bellais | 7 emplacements maritimes d'une superficie totale de 8 ha 5 a 0 ca | au droit de la terre Vaihinano à 2.500 m du rivage à 3 km du rivage à 2 km du rivage | 5 stations de collectage de 100 m x 1 m élevage de la nacre (4 ha) ferme perlière (4 ha) | Gratis 42.000 F réduite à 21.000 F les cinq premières années 42.000 F réduite à 21.000 F les cinq premières années |

Sont abrogés :

- l'arrêté n° 979 CM du 19 août 1986 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Makemo au profit de M. Raphaël Tehoapu Pai Tokoragi ;
- les dispositions de l'arrêté n° 1190 CM du 25 octobre 1991 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa et à Ahe, commune de Manihi, en ce qu'elles concernent Mlle Ida Tetaki Noho à Takaroa.

NOR : TLS9500256AC

Par arrêté n° 243 CM du 6 mars 1995.— Le 6° de l'article 1er de l'arrêté n° 1042 CM du 17 octobre 1994, portant désignation des membres du conseil d'administration du régime des non-salariés, est modifié comme suit :

*"Représentants du territoire
désignés par le conseil des ministres :*

*Titulaire : Raymond Van Bastolaer ;
Suppléant : Richard Berteil."*

Le reste sans changement.

NOR : TLS9500278AC

Par arrêté n° 244 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'avenant du 22 novembre 1994 ainsi que le rectificatif du 16 janvier 1995, relatifs aux salaires conventionnels pour l'année 1995, prises par la commission mixte des assurances de la Polynésie française, publiées respectivement au *Journal officiel* de la Polynésie française du 22 décembre 1994 (page 2425) et du 26 janvier 1995 (page 217), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité des assurances de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TLS9500279AC

Par arrêté n° 246 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'avenant du 28 décembre 1994, relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 1995, prises par la commission mixte de l'automobile, réparation, commerce et activités annexes de la Polynésie française, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 26 janvier 1995 (page 216), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'automobile, réparation, commerce et activités annexes de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TLS9500280AC

Par arrêté n° 247 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'avenant du 20 décembre 1994, relatif aux salaires convention-

nels pour l'année 1995, prises par la commission mixte du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 26 janvier 1995 (page 214), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TLS9500281AC

Par arrêté n° 248 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'avenant du 28 décembre 1994, relatif aux salaires conventionnels pour l'année 1995, prises par la commission mixte du commerce de la Polynésie française, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 26 janvier 1995 (pages 215-216), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du commerce de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TLS9500282AC

Par arrêté n° 249 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'avenant du 13 décembre 1994, relatif aux salaires conventionnels pour l'année 1995, prises par la commission mixte de l'hôtellerie des îles, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 26 janvier 1995 (pages 212 à 214), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'hôtellerie des îles.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TLS9500283AC

Par arrêté n° 250 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'avenant du 13 décembre 1994, relatif aux salaires conventionnels pour l'année 1995, prises par la commission mixte de l'hôtellerie de Tahiti, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 26 janvier 1995 (pages 211-212), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'hôtellerie de Tahiti.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TLS9500284AC

Par arrêté n° 251 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'avenant du 7 décembre 1994, relatif aux salaires conventionnels pour l'année 1995, prises par la commission mixte des entreprises de stockage, conditionnement et distribution des hydrocarbures liquides et gazeux, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 26 janvier 1995 (pages 209 à 211), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité des entreprises de stockage, conditionnement et distribution des hydrocarbures liquides et gazeux.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TLS9500285AC

Par arrêté n° 252 CM du 6 mars 1995.— Les dispositions de l'avenant du 29 novembre 1994, relatif aux salaires conventionnels pour l'année 1995, prises par la commission mixte de l'industrie de la Polynésie française, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 26 janvier 1995 (pages 208-209), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'industrie de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : AFS9500303AC

Par arrêté n° 253 CM du 6 mars 1995.— L'arrêté n° 1105 CM du 7 novembre 1994, portant désignation des membres du comité de gestion du régime de solidarité territorial, est modifié dans son article 1er comme suit :

"Article 1er.— Sont nommés membres du comité de gestion du régime de solidarité territorial :

Au lieu de :

- 4 représentants du territoire :

Titulaires

Suppléants

- Raymond Van Bastolaer
- Maurice Yune

Lire :

- 4 représentants du territoire :

Titulaires

Suppléants

- Raymond Van Bastolaer
- Richard Berteil

Le reste sans changement.

NOR : TTI9500288AC

Par arrêté n° 254 CM du 6 mars 1995.— L'annexe 2 de l'arrêté n° 672 CM du 4 août 1993, complété et modifié, fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 et fixant les conditions d'application de cette délibération, est complétée comme suit s'agissant de la desserte maritime régulière entre Raiatea et Tahaa (Îles Sous-le-Vent) par les navires "Heiata III", "Purauti 2" et "Fahaa 2" :

| Exploitant titulaire de la licence (1) | Navire (2) | Référence réglementaire de la licence (3) | Quantité d'huiles lubrifiantes en litres par mois (4) | Quantité d'huiles lubrifiantes en litres par an (5) |
|---|---------------|---|--|--|
| Hugo Brothers | Heiata III | Arrêté n° 1310 CM du 4 décembre 1992 | 15 | 180 |
| Raymond Taerea, Haamene (Tahaa) | Purauti 2 | Arrêté n° 847 CM du 24 juillet 1992 | 30 | 360 |
| Tihoni Lo Sam Kieou | Fahaa 2 | Arrêté n° 847 CM du 24 juillet 1992 | 12 | 144 |

Le reste sans changement.

L'annexe 2 de l'arrêté n° 1065 CM du 5 octobre 1990, complété et modifié, fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 et fixant les conditions d'application de cette délibération, est complétée comme suit s'agissant de la desserte maritime régulière entre Raiatea et Tahaa (Îles Sous-le-Vent) par les navires "Heiata III", "Purauti 2" et "Fahaa 2" :

| Exploitant titulaire de la licence (1) | Navire (2) | Référence réglementaire de la licence (3) | Quantité d'hydrocarbures en litres par mois (4) | Quantité d'hydrocarbures en litres par an (5) |
|---|---------------|---|--|--|
| Hugo Brothers | Heiata III | Arrêté n° 1310 CM du 4 décembre 1992 | 1.200 | 14.400 |
| Raymond Taerea, Haamene (Tahaa) | Purauti 2 | Arrêté n° 847 CM du 24 juillet 1992 | 1.500 | 18.000 |
| Tihoni Lo Sam Kieou | Fahaa 2 | Arrêté n° 847 CM du 24 juillet 1992 | 1.320 | 15.840 |

Le reste sans changement.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

VICE-PRESIDENCE, MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HABITAT

Par arrêté n° 1093 VP du 6 mars 1995.— Le docteur Cojan Bruno est nommé chef de la circonscription médicale de Moorea-Maiao de la direction de la santé à compter du 1er janvier 1995.

MINISTRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 55 PR du 7 mars 1995.— Mme Lemaire Calixtine, présidente de l'association "A la découverte de la France", dont le siège est sis à l'école primaire de la Mission (Papeete), B.P.4612, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3.000.000 francs, composé de 30.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 1er avril 1995 à Papeete (école de la Mission).

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'organisation, au financement et à la réalisation d'une classe découverte en Métropole, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

- 1er lotpendentif "perle noire" (320.000 F)
- 2e lotbague "perle noire" (150.000 F)
- 3e lotvoyage A/R PPT/Rarotonga offert par Air New Zealand (40.000 F)
- 4e lotperle noire montée or (40.000 F)
- 5e lotbracelet or et keshi (30.000 F)
- 6e lotséjour "2 personnes" à Rangiroa (30.000 F)
- 7e lotaspirateur (27.000 F)
- 8e lotvoyage A/R PPT/Rangiroa offert par Air Tahiti (26.400 F)
- 9e lotordi-langues offert par Simone Prénatal (24.000 F)
- 10e lotvoyage A/R PPT/Bora Bora offert par Air Tahiti (22.000 F)
- 11e lotportique pour plantes fer forgé (12.000 F)
- 12e lotbon d'achat offert par Plomberium (10.000 F)
- 13e lotlot de 5 bons "cartes familles" offert par Shop Tahiti (10.000 F)
- 14e lotbon d'achat offert par Shop Tahiti (10.000 F)
- 15e lotperle noire montée or offerte par boutique "Poe Here" (9.000 F)

Par arrêté n° 56 PR du 7 mars 1995.— M. Jacques Melix, président de la Coopérative du collège Pomare IV, dont le siège est situé à Papeete, B.P. 49, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 5.000.000 francs, composé de 50.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 23 juin 1995 à Papeete au collège Pomare IV.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'achat de matériel pédagogique informatique, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

- 1er lotune voiture Renault Twingo (1.495.000 F)
- 2e lotdeux billets d'avion A/R PPT/Honolulu/Los Angeles/Las Vegas (250.000 F)
- 3e lotun caméscope Handycam 8 mm Sony (130.000 F)
- 4e lotun ensemble portable stéréo radiocassette-CD Sharp (50.000 F)
- 5e lotun week-end pour deux au Club Méditerranée de Moorea (35.000 F)
- 6e lotun boogie-surf (20.000 F)

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DE L'URBANISME, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

ARRETE n° 1109 MAE du 7 mars 1995 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des ports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 629 PR du 9 avril 1991 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 portant réglementation sur la grande voirie dans les E.F.O., modifié par l'arrêté n° 246 TP du 11 février 1952 ;

Vu l'arrêté n° 1317 TP du 20 septembre 1955 instituant une servitude aux abords des ouvrages de voirie ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général des polices des ports maritimes et des rades en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 45-2122 du 15 septembre 1945 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies ;

Vu la délibération n° 77-142 du 19 décembre 1977, modifiée par celle du 16 septembre 1982 n° 82-92, portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec

interdiction d'extraction dans les lits des rivières et des bords de mer ;

Vu la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 31 octobre 1984, autorisant les ministres à déléguer leur signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 du Président du gouvernement concernant la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 94-60 AT du 9 juin 1994 incluant l'infrastructure aéronautique parmi les missions assurées par la direction de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992, modifié par l'arrêté n° 635 CM du 30 juin 1994, portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 361 CM du 3 avril 1992 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 1139 CM du 14 novembre 1994 portant nomination de M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 36 MAE du 6 janvier 1994 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement des pièces relatives aux marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 5737 du 16 novembre 1994 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim, est habilité à signer "pour le ministre et par délégation", dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes n° 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exception toutefois pour le paragraphe 2-1 des avis d'appels d'offres.

Art. 2.— En particulier, M. Georges Lan Ah Loi est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

1°) En matière de gestion de personnel

- 1-1) Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité à l'exception des chefs d'arrondissement, de groupe et de parc, ainsi que des subdivisions des Australes, des Marquises, des îles Sous-le-Vent et des Tuamotu-Gambier sauf pour ces derniers en cas d'empêchement de l'administrateur territorial compétent ;
- 1-2) Réquisitions de passage et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ;
- 1-3) Contrats de travail à durée déterminée d'agents temporaires de 5e catégorie n'excédant pas trois mois ;
- 1-4) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1-5) Notation définitive des agents placés sous son autorité à l'exception des chefs de secteur et du personnel de 1re et 2e catégorie ;
- 1-6) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 1-7) Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- 1-8) Congés annuels, congés de maternité et de maladie.

2°) En matière de gestion de crédits

- 2-1) Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. dans les matières relevant de la compétence de la direction de l'équipement ;
- 2-2) Tous marchés dont le montant n'excède pas 15 millions de francs CFP.

Pour ces types de marchés simplifiés qui se substituent aux lettres de commande, lorsqu'il est nécessaire de prévoir des paiements fractionnés et par dérogation à l'article 48 du titre 2e de la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984, il peut ne pas être exigé de cautionnement.

3°) En matière de gestion du domaine public

- 3-1) Délivrance des alignements ;
- 3-2) Autorisations ou permissions de voirie ;
- 3-3) Autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique ;
- 3-4) Autorisations de transports ou de convois exceptionnels.

4°) En matière d'extractions

- 4-1) Autorisations de toutes extractions sans limitation de volume.

5°) En matière de réglementation sur les explosifs

- 5-1) Autorisations d'importation des substances explosives ;
- 5-2) Autorisations de transport des substances explosives ;
- 5-3) Autorisations d'entreposage des substances explosives ;
- 5-4) Autorisations relatives aux tirs et à l'emploi des poudres et substances explosives dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics.

6°) En matière de gestion portuaire

- 6-1) Notes d'informations nautiques ;
- 6-2) Autorisations d'organisation de manifestations sportives et culturelles sur le domaine public portuaire ;
- 6-3) Autorisations ou permissions de voirie sur le domaine public portuaire.

7°) En matière de balisage maritime

- 7-1) Avis aux navigateurs ;
- 7-2) Avis urgents aux navigateurs.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim, la suppléance sera assurée par MM. les chefs d'arrondissement, de groupe, de subdivision ou de bureau (arrondissement bâtiment, arrondissement infrastructure, arrondissement maritime, G.A.C., G.E.G.D.P., parc à matériel, subdivision des îles Sous-le-Vent, subdivision des Australes, subdivision des Marquises, bureau des marchés et bureau foncier) dans le cadre de leurs attributions respectives.

A cet effet, les chefs d'arrondissement, de groupe, de subdivision ou de bureau reçoivent les mêmes délégations de signature que celles accordées au directeur.

Tous les dossiers avant expédition au destinataire continueront à être enregistrés par le bureau du courrier après passage au secrétariat de la direction. Le circuit "arrivée" du courrier reste inchangé.

Art. 4.— En matière de gestion de personnel, les actes visés aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3 et 1-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés en outre, dans la limite de leurs attributions et à l'exclusion des déplacements pour mission, par :

- 1) - M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs, effectuées par les agents de catégorie CC5, CC4, CC3 ou assimilés placés sous leur autorité.

- 2) - M. Ronald Cheneson, chef du groupe administratif central ;
- M. Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Corentin Le Moan, chef de l'arrondissement maritime par intérim et chef de la subdivision travaux maritimes de l'arrondissement maritime ;
- M. Jacky Tefaatau, chef du parc à matériel ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs, effectuées par les agents placés sous leur autorité à l'exception des agents de 1re et de 2e catégorie et des agents du cadre métropolitain de grades similaires.

Art. 5.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S., visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, et jusqu'à concurrence de *cinq cent mille (500.000) F CFP*, seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Augustin Cadousteau, chef d'équipe d'exploitation des T.P.E.-C.E.A.P.F. à la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Daniel Vahapata, chef de secteur de Huahine ;
- M. Charles Ebb, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Georges Huioutu, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Jean Saucourt, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae ;
- M. Jacques Tematua, assistant technique T.P.E.-C.E.A.P.F. au groupement études et gestion du domaine public.

Art. 6.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S., visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics, par :

- M. Ronald Cheneson, chef du groupe administratif central ;
- M. Viky Hunter, chargé du personnel au groupe administratif central ;
- M. Jacques Lo You, comptable au groupe administratif central ;
- Mme Chantal Tokoragi, responsable de la cellule informatique gestion au groupe administratif central ;
- M. Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Daniel Marchal, chef de la cellule assistance technique à l'arrondissement bâtiment ;
- M. Jean-Pierre Carlotti, chef du bureau d'études architecture ;
- Mlle Marie-France Garrigues, chef de la subdivision travaux bâtiment ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des travaux bâtiment entretien ;
- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;

- M. Hervé Coulomb, chef de la subdivision des aéroports territoriaux ;
- M. Pierre Goyet, chef de la subdivision génie civil ;
- M. Nicky Maire, chef de la subdivision de Moorea ;
- M. Jonas Tahuaitu, chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Corentin Le Moan, chef de l'arrondissement maritime par intérim et chef de la subdivision travaux maritimes de l'arrondissement maritime ;
- M. Eric Chapuis, chef du bureau d'études de l'arrondissement maritime ;
- Mlle Jocelyne Ravet, adjoint au chef du bureau d'études de l'arrondissement maritime ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Henri Grand, chef du bureau des expéditions ;
- M. Léonard Puputauki, chef du bureau de l'armement ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Gilles Faana, directeur de l'école d'application des travaux publics par intérim ;
- M. Jacky Tefaatau, chef du parc à matériel ;
- M. Patrick Mulliez, adjoint administratif au chef du parc à matériel.

Art. 7.— Les délivrances d'alignements visées au 3-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Gilbert Guido, chef de la cellule topographie ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises.

Art. 8.— Les autorisations ou permissions de voirie visées au 3-2 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;

- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 9.— Les autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique visées au 3-3 et les autorisations de transports ou convois exceptionnels visés au 3-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 10.— Les autorisations d'extractions de sable visées et définies au 4-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre pour des quantités inférieures ou égales à douze (12) mètres cubes, prélevées manuellement et à condition que ces matériaux soient utilisés exclusivement pour la construction de maisons individuelles, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Robert Lo Yar, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Daniel Vahapata, chef de secteur de Huahine ;
- M. Charles Ebb, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Georges Huioutu, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Jean Saucourt, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae.

Art. 11.— Les autorisations en matière de réglementation sur les explosifs visées et définies au 5° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil.

Art. 12.— Les autorisations en matière de gestion portuaire visées au 6° et de balisage maritime visées au 7° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Corentin Le Moan, chef de l'arrondissement maritime par intérim et chef de la subdivision des travaux maritimes de l'arrondissement maritime.

Art. 13.— Les autorisations en matière de balisage maritime visées au 7° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises.

Art. 14.— Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 5737 MAE du 16 novembre 1994 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Art. 15.— Le directeur de l'équipement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mars 1995.
Gaston TONG SANG.

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

ARRÊTÉ n° 1168 MEE du 8 mars 1995 fixant la composition du comité technique paritaire compétent à l'égard des instituteurs du cadre de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1969 relatif au comité technique paritaire compétent à l'égard des instituteurs du C.E.A.P.F. modifié par l'arrêté interministériel du 14 mai 1980 ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation entre l'Etat et le territoire ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant nomination des ministres du territoire ;

Vu l'arrêté n° 436 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Article 1er.— La composition du comité technique paritaire compétent à l'égard des instituteurs du cadre de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française est fixée comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Membres titulaires

- M. Sanquer Nicolas : Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports ;
- M. Ariiotima Jean-Paul : Chef du service de l'éducation ;
- M. Pare Gérard : Attaché principal d'administration ;
- M. Maire Serge : Inspecteur de l'éducation nationale.

Membres suppléants

- M. Le Gayic Patrick : Inspecteur de l'éducation nationale ;
- M. Kerfourn Philippe : Inspecteur de l'éducation nationale ;
- M. Stoffel Jean-Paul : Inspecteur de l'éducation nationale ;
- M. Mandelert Guy : Inspecteur de l'éducation nationale ;
- M. Daubet Michel : Inspecteur de l'éducation nationale.

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Membres titulaires

- M. Richmond Willy : Directeur d'école ;
- M. Taea Rémy : Directeur d'école ;
- M. Huang Michel : Directeur d'école ;
- Mme Chansay Brigitte : Psychologue.

Membres suppléants

- M. Brodien Stanley : Directeur d'école ;
- M. Lo Sam Kyou Augustin : Moniteur d'enseignement pratique ;
- Mme Tiapari Jeannine : Directrice d'école ;
- M. Ploton Marc : Directeur d'école.

Art. 2.— Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 667 MEE du 16 février 1994 fixant la composition du comité technique paritaire compétent à l'égard des instituteurs du cadre de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française.

Art. 3.— En cas d'empêchement du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, la présidence du comité technique paritaire est assurée par le chef du service de l'éducation.

Art. 4.— Le chef du service de l'éducation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 mars 1995.
Nicolas SANQUER.

ARRETE n° 1169 MEE du 8 mars 1995 fixant la composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des instituteurs du corps de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant nomination des ministres du territoire ;

Vu l'arrêté n° 436 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu ensemble, les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 et n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant titre I et II du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 12 juin 1969 modifié relatif à la création d'une commission administrative paritaire des instituteurs et institutrices du corps de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des instituteurs du corps de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française est fixée comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Membres titulaires

- M. Sanquer Nicolas : Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports ;
- M. Ariiotima Jean-Paul : Chef du service de l'éducation ;
- M. Pare Gérard : Attaché principal d'administration ;
- Mme Fradet Claudine : Inspectrice de l'éducation nationale.

Membres suppléants

- M. Kerfourn Philippe : Inspecteur de l'éducation nationale ;
- M. Sirera Gérard : Inspecteur de l'éducation nationale ;
- M. Mandelert Guy : Inspecteur de l'éducation nationale ;

- M. Daubet Michel : Inspecteur de l'éducation nationale.

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Membres titulaires

- M. Richmond Willy : Directeur d'école ;
- Mme Metua Chantal : Directrice d'école ;
- Mme Fuller Thilda : Directrice d'école ;
- M. Huang Michel : Directeur d'école.

Membres suppléants

- M. Le Gayic Roméo : Directeur d'école ;
- Mme Tiapari Jeannine : Directrice d'école ;
- M. Frogier Jean-Marc : Directeur d'école.

Art. 2.— Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 288 MEE du 27 janvier 1994 fixant la composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des instituteurs du corps de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française.

Art. 3.— En cas d'empêchement du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, la présidence de la commission administrative paritaire est assurée par le chef du service de l'éducation.

Art. 4.— Le chef du service de l'éducation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 mars 1995.
Nicolas SANQUER.

**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE,
DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

ARRETE n° 1089 MER du 3 mars 1995 autorisant M. Tuhoe Tevaeaari à installer et exploiter un dépôt d'hydrocarbures et un dépôt de gaz combustible liquéfié en bouteilles (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Anaa).

Le ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er.— M. Tuhoe Tevaeaari est autorisé à installer et exploiter un dépôt d'hydrocarbures et un dépôt de gaz combustible liquéfié en bouteilles sur une partie de la terre «Komo Tumu» sise à Anaa, dans la commune de Anaa.

M. Tuhoe Tevaeaari est tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté type n° 130 (fixé par arrêté n° 903 CM du 7 août 1992 modifié et publié au J.O.P.F. n° 34 du 20 août 1992) concernant les dépôts de liquides inflammables représentant une capacité nominale totale supérieure ou égale à 400 litres mais inférieure à 3.000 litres.

M. Tuhoe Tevacarai est tenu par ailleurs de respecter les prescriptions relatives au dépôt de gaz combustible liquéfié en bouteilles de 13 kg.

Art. 2.— *Équipements et caractéristiques*

L'installation qui relève de la 2^e classe, rubriques 112-2-b et 130-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendra :

- une aire bétonnée et clôturée destinée au stockage de :
 - 10 fûts d'essence soit 2.000 litres ;
 - 4 fûts de gazole soit 800 litres ;
- une aire bétonnée et clôturée destinée au stockage de 38 bouteilles de 13 kg de gaz combustible liquéfié.

Installations électriques

Art. 3.— Les installations électriques devront répondre à la norme NFC 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 4.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Prescriptions relatives au dépôt de gaz combustible

Art. 5.— Les bouteilles doivent être stockées sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 6.— L'installation d'un dépôt de bouteilles de gaz est interdite :

- en sous-sol ;
- au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

Art. 7.— Les bouteilles ne doivent pas être placées dans des conditions où elles risqueraient d'être portées à une température dépassant 50°C.

Art. 8.— Les bouteilles doivent être stockées soit debout, soit couchées. Si elles sont gerbées en position couchée, les bouteilles extrêmes doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

Art. 9.— Le dépôt doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général, tout déchet combustible.

Art. 10.— Il est interdit de se livrer à l'entretien ou à la réparation des bouteilles et de leurs accessoires dans la zone de protection définie à l'article 12.

On doit s'assurer avant la mise en dépôt que les bouteilles ne fuient pas. Toute bouteille défectueuse doit être aussitôt évacuée vers une zone adaptée à son traitement.

Art. 11.— Toutes dispositions doivent être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de bruits gênants pour le voisinage ou de dommages aux bouteilles.

Art. 12.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les bouteilles soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection sur le plan horizontal :

- des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique qui n'est pas de sécurité ;
- de tout moteur à combustion interne.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

Art. 13.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre, si entre ces emplacements et le stockage, est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré 2 heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances prévues à l'article 12 soient toujours respectées en le contournant.

Art. 14.— Si le dépôt est situé dans un local fermé (dont les parois excèdent 75 % de la surface latérale totale ou dans le cas contraire ne possédant pas d'ouverture sur au moins 2 parois), celui-ci doit présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- murs «coupe-feu» de degré une heure ;
- toiture en matériaux légers difficilement inflammables et sans autre bois apparent que les pièces de charpente, qui doivent être ignifugées.

Des ouvertures placées en partie haute et basse, d'une section unitaire de 16 décimètres carrés au moins, doivent être aménagées pour permettre une ventilation efficace.

Art. 15.— Si le stockage n'est pas dans un local fermé, il doit être isolé par une clôture grillagée ou un mur plein comportant les ouvertures de ventilation définies précédemment, d'au moins 2 mètres de hauteur et placé à 0,6 m au moins des bouteilles, comportant une porte en matériaux incombustibles s'ouvrant vers l'extérieur.

Si l'emplacement du stockage est compris dans le périmètre d'un établissement entièrement clôturé, la clôture prévue à l'alinéa précédent peut être supprimée si l'emplacement réservé au dépôt est strictement délimité de même que la zone de protection définie dans l'article 12 en sera soigneusement matérialisée.

Art. 16.— Les équipements électriques (lampes, fils conducteurs) seront d'un type dit de sécurité.

Art. 17.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Bruits

Art. 18.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

- *les jours ouvrables* :
 - de 7 h à 21 h 55 dB (A)
 - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 50 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 40 dB (A)
- *les dimanches et jours fériés* :
 - de 6 h à 22 h 45 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 40 dB (A)
- *émergence* 3 dB (A).

Art. 19.— L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Protection contre l'incendie

Art. 20.— Les moyens de secours communs aux deux dépôts (gaz et hydrocarbures) pour se protéger contre tout incendie devront être installés conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 130.

Les matériels devront être périodiquement contrôlés et la date de contrôle enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Les dépôts ne doivent pas être chauffés par des appareils à flamme ou à incandescence.

Il est interdit de pénétrer avec du feu ou de fumer dans la zone de protection des dépôts. Cette interdiction doit être signalée par tout moyen approprié permettant d'avertir toute personne se dirigeant vers les dépôts.

Des panneaux de sécurité : «défense de fumer», «stationnement interdit» seront placés en évidence.

Prescriptions administratives

Art. 21.— L'établissement sera implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 22.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 23.— La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de régler les éventuels problèmes fonciers relatifs au lieu d'implantation de l'installation autorisée.

Prescriptions générales

Art. 24.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 25.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 26 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 26.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspection des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 27.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 28.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 3 mars 1995.
Patrick HOWELL.

ARRETE n° 1099 MER du 6 mars 1995 autorisant M. le président du S.I.T.O.M. à installer et exploiter un dépôt provisoire de résidus urbains (établissement de la 1^{re} classe des Installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Moorea-Malao).

Le ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er.— M. le président du S.I.T.O.M. est autorisé à installer et exploiter un dépôt de résidus urbains sur une partie du terrain communal de Temae, à Teavaro, dans la commune de Moorea-Maiao.

Art. 2.— La présente autorisation provisoire aura une durée limitée à six (6) mois. Elle ne pourra être renouvelée qu'une seule fois pour la même durée, conformément aux dispositions prévues par le code de l'aménagement de la Polynésie française, sur demande écrite du président du S.I.T.O.M.

Art. 3.— L'installation qui relève de la 1re classe, rubrique 167-2, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, réceptionnera exclusivement les déchets suivants :

- déchets verts broyés ;
- gravats, déchets industriels banals ou commerciaux ;
- ordures ménagères.

Les pneumatiques et monstres devront être stockés en un autre emplacement.

Art. 4.— *Implantation*

Le site prévu pour cette installation consiste en l'aménagement d'un casier d'une surface de 600 m² et de 6.000 m³ de volume utile, correspondant à une durée de vie de 6 mois.

*Aménagements*Art. 5.— *Aménagements généraux*

La partie aval du site sera clôturée sur une hauteur de 2 mètres. L'accès au site sera fermé par un portail.

En heure ouvrable, un gardien sera présent sur le site et contrôlera les déchets entrant sur le site.

L'activité de ce site ne devra pas nuire à la propreté de la voirie extérieure.

Un panneau de signalisation en matériau résistant portera de façon indélébile les informations suivantes : nom de l'exploitant, numéro et date de l'arrêté d'autorisation, heures d'ouverture.

Art. 6.— *Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux*

Un réseau d'évacuation des eaux de ruissellement, ceinturant le site, devra être mis en place afin d'isoler le dépôt de déchets en cas de pluies.

En ce qui concerne les jus de décharge, un dispositif de recueil et de traitement des effluents contaminés sera mis en place. Le rejet final sera réceptionné dans des tranchées d'infiltration reliées à un puisard.

Un point de contrôle des eaux souterraines (piézomètres) sera implanté en aval de la décharge. Il devra être protégé contre

les risques de détérioration et pourvu d'un couvercle coiffant, maintenu fermé et cadénassé.

Art. 7.— *Aménagements relatifs à la collecte et au traitement des gaz issus de la fermentation des déchets*

La collecte des gaz sera réalisée au moyen de drains verticaux montés au fur et à mesure de l'exploitation. La profondeur de ces puits devra être égale à la profondeur du site.

Ces puits seront constitués de buses cylindriques en béton de diamètre 700 ou 1.000 mm perforées et empilables verticalement.

Ces buses seront lestées de pierres afin d'éviter qu'elles ne se renversent lors de la mise en place de ces déchets.

Chaque buse sera perforée. Les perforations seront de diamètre 20 à 50 mm.

Les perforations seront supprimées un mètre avant la surface de la décharge.

Le dimensionnement du réseau de collecte de gaz sera prévu sur la base d'un rayon d'action de 30 à 50 mètres par puits.

Il convient d'éviter de faire communiquer deux puits qui ne sont pas en contact avec des déchets en fermentation anaérobie (danger d'explosion). Dès que la composition des gaz dans chaque drain le permettra, les différents puits seront reliés entre eux, le biogaz sera évacué à l'extérieur de la décharge.

Le biogaz capté sera ensuite éliminé par brûlage (torchère à rallumage automatique ou éventuellement raccordement au brûleur de l'incinérateur si la qualité des gaz le justifie).

Art. 8.— Des précautions seront prises pour que la récupération s'effectue dans des conditions optimales de sécurité :

- comblement des fissures pouvant se former dans la couche de couverture du dépôt ;
- vérification de l'état des conduites et de la composition du gaz pour prévenir les risques d'incendie ;
- évacuation des eaux de condensation aux points bas du réseau de collecte.

*Exploitation*Art. 9.— *Mode d'exploitation*

Avant la mise en place du réseau de collecte du biogaz, les résidus seront épandus et compactés sur une couche d'épaisseur 40 cm recouverte d'une couche de terre compactée d'épaisseur 20 cm.

Dès la mise en service de la collecte des gaz, les résidus pourront être épandus et compactés sur une couche d'épaisseur plus importante (100 cm) et recouverts d'une couche de terre compactée de 20 cm d'épaisseur.

Dans tous les cas, le recouvrement devra être effectué au moins une fois par jour.

On disposera en permanence, sur le site même de la décharge, d'une réserve de matériaux de couverture équivalente à au moins huit jours de réserve qui permettra d'ailleurs de servir, le cas échéant, à la lutte contre l'incendie.

Les abords de la décharge devront être régulièrement débroussaillés sur une largeur de 10 mètres, afin d'éviter toute propagation du feu en cas d'incendie de la décharge.

Art. 10.— Contrôles

L'exploitant vérifiera que les déchets arrivant sur la décharge sont explicitement autorisés par le présent arrêté.

Il devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit.

Pour tout apport de déchets, l'exploitant demandera et consignera dans un registre tenu à jour :

- l'origine et la nature des déchets ;
- le nom du transporteur ;
- le poids ou, à défaut, le volume des déchets ;
- la date et l'heure.

Pour les déchets ne provenant pas de la collecte des résidus urbains, l'exploitant consignera, en outre, le nom du producteur.

Un poste de contrôle devra être mis en place pour effectuer une surveillance permanente des déchets entrants.

Art. 11.— Suivi d'exploitation

L'exploitant tiendra un registre d'exploitation (plans) mentionnant les parcelles exploitées, la durée d'exploitation du casier et la hauteur des déchets enfouis.

Art. 12.— Interdictions

Le brûlage de tout déchet à l'air libre est interdit sur le site.

L'entrée de toute personne sur la décharge ne se fera que sous la responsabilité de l'exploitant.

Art. 13.— Nuisances

L'exploitant prendra les mesures nécessaires pour la lutte contre la prolifération des rats, des insectes et des oiseaux.

En cas de dégagement d'odeurs, la zone sera immédiatement traitée de façon à supprimer les nuisances.

Art. 14.— Nuisances sonores

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera

installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 15.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 16.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

- les jours ouvrables :
 - de 7 h à 21 h 70 dB (A)
 - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 65 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 60 dB (A)
- les dimanches et jours fériés :
 - de 6 h à 22 h 65 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 60 dB (A)
- émergence : 3 dB (A)

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Autosurveillance

Art. 17.— Une autosurveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles sera réalisée par l'exploitant. En cas de présence d'eau dans les points de contrôle, les analyses physico-chimiques biochimiques suivantes devront être effectuées 1 fois par mois :

- pH ;
- métaux lourds : Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb ;
- fer ;
- DBO5 ;
- DCO.

La fréquence et les paramètres de cette autosurveillance pourront être modifiés par l'inspection des installations classées.

Les résultats de cette autosurveillance devront être transmis à l'inspection des installations classées.

Aménagement final et période post-exploitation

Art. 18.— A la fin de l'exploitation des sites, il sera procédé à un contrôle des niveaux et de l'état des couches de déchets déposés avant couverture finale par couche de remblai.

L'exploitant poursuivra, après l'achèvement des dépôts, les contrôles prévus à l'article 17. Leur fréquence pourra être aménagée et réduite au cours du temps selon les résultats obtenus lors des analyses périodiques.

Il s'assurera, de même, de la pérennité du dispositif de captation et de traitement des gaz de fermentation.

Le site devra faire l'objet d'un usage ultérieur compatible avec la présence de ces déchets et les propriétaires successifs devront en être informés.

Protection de l'environnement

Art. 19.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Prescriptions administratives

Art. 20.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Cette autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers.

Cette autorisation deviendra caduque, si les pièces fournies s'avèrent fausses ou erronées.

Art. 21.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Prescriptions générales

Art. 22.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande déposée.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 23.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 24 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 24.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préa-

lablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

Un registre consignait toutes ces opérations devra être établi et pourra être exigé.

Art. 25.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 26.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 6 mars 1995.
Patrick HOWELL.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

ARRETE n° 95-2 Prés./AT du 2 mars 1995 complétant l'arrêté n° 94-24 Prés./AT du 12 septembre 1994 relatif à la représentation du président de l'assemblée territoriale devant les juridictions des ordres administratif et judiciaire.

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 66-80 du 24 juin 1966 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française ;

Vu le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 94-24 Prés./AT du 12 septembre 1994 est complété par l'alinéa suivant :

"En cas d'absence ou d'empêchement de Mmes Santini Jeanne et Chouicha-Lachaize Fatima, M. Eden Cadousteau représentera le président de l'assemblée territoriale."

Art. 2.— Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mars 1995.
Jean JUVENTIN.

ARRETE n° 95-6 Prés./AT du 3 mars 1995 rapportant l'arrêté n° 95-1 Prés./AT du 25 janvier 1995 portant création du service du contrôle des dépenses engagées de l'assemblée territoriale.

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 95-1 Prés./AT du 25 janvier 1995 portant création du service du contrôle des dépenses engagées de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 95-1 Prés./AT du 25 janvier 1995 portant création du service du contrôle des dépenses engagées de l'assemblée territoriale est rapporté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 1995.

Jean JUVENTIN.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 95-194 du 20 février 1995 fixant à compter du 1er janvier 1995 le montant du salaire prévu aux articles L. 19, L. 20, L. 54 et L. 57 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre concernant les enfants et orphelins atteints d'une infirmité incurable.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du ministre du budget et du ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, notamment les articles L. 19, L. 20, L. 54 et L. 57 ;

Vu le décret n° 94-11 du 5 janvier 1994 fixant à compter du 1er janvier 1994 le montant du salaire prévu aux articles L. 19, L. 20, L. 54 et L. 57 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre concernant les enfants et orphelins atteints d'une infirmité incurable,

Décète :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1995, le montant du salaire prévu à l'article L. 19 (dernier alinéa), à l'article L. 20 (5e alinéa), à l'article L. 54 (6e alinéa) et à l'article L. 57 (1er alinéa) du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est fixé à 4.464 F par mois, soit 53.568 F par an.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, le ministre du budget et le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 février 1995.

Edouard BALLADUR.

Par le Premier ministre :
*Le ministre des anciens combattants
et victimes de guerre,*
Philippe MESTRE.

Le ministre de l'économie,
Edmond ALPHANDERY.

Le ministre du budget,
Nicolas SARKOZY.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 16 mars au 29 mars 1995 inclus)

| PAYS | DEVICES | Cours en francs Pacifique |
|-----------------------------|------------------------|---------------------------------|
| Belgique | 1 franc belge | 3,11 |
| Suisse | 1 franc suisse | 77,27 |
| Italie | 100 lires | 5,43 |
| Etats-Unis d'Amérique | 1 dollar U.S. | 91,09 |
| Australie | 1 dollar | 67,81 |
| Nouvelle-Zélande | 1 dollar | 59,20 |
| Canada | 1 dollar canadien | 64,28 |
| Hong Kong | 1 dollar | 11,77 |
| Singapour | 1 dollar | 64,28 |
| Fidji | 1 dollar | 64,18 |
| Allemagne | 1 deutsche mark | 64,32 |
| Pays-Bas | 1 florin | 57,36 |
| Suède | 1 couronne suédoise | 12,63 |
| Norvège | 1 couronne norvégienne | 14,49 |
| Danemark | 1 couronne danoise | 16,04 |
| Autriche | 1 schilling | 9,14 |
| Espagne | 1 peseta | 0,70 |
| Portugal | 1 escudo | 0,60 |
| Japon | 100 yens | 100,18 |
| Grande-Bretagne | 1 livre sterling | 144,36 |
| Ecu européen | 1 Ecu | 117,91 |

SERVICE DU COMMERCE EXTERIEUR

**CIRCULAIRE aux Importateurs n° 302 MEC du 1er mars 1995
relative aux modalités de délivrance et d'utilisation des
licences d'importation.**

Préambule

1. La mise en œuvre du contrôle du commerce extérieur
incombe principalement aux services administratifs suivants :

- le service du commerce extérieur (S.C.E.), qui prend en charge l'exercice de la réglementation et la délivrance des titres de contrôle ;
- le service des douanes et des droits indirects, qui vérifie la conformité des opérations d'importation de marchandises au stade de leur réalisation.

2. Le programme annuel d'importation (P.A.I.) fixe le cadre général de la réglementation du commerce extérieur dans le territoire de la Polynésie française.

En cours d'exercice, les autorités territoriales peuvent décider, à tout moment, de soumettre l'importation de marchandise à contrôle ou à restriction quantitative, conformément aux dispositions de la loi statutaire confirmées par la décision périodique du conseil des communautés européennes relative à l'ensemble des pays et territoires d'outre-mer associés (P.T.O.M.A.) à la Communauté économique européenne (C.E.E.).

3. En matière de commerce extérieur, les marchandises susceptibles d'être importées sont classées en 4 catégories :

- les marchandises prohibées (liste reprise en annexe I du P.A.I.) ;
- les marchandises placées sous le régime de l'appel d'offres (liste des produits de première nécessité reprise en annexe II du P.A.I.) ;
- les marchandises non libérées (liste des produits contingents : hors C.E.E. ou de toutes origines, reprise en annexes III et IV du P.A.I.) ;
- les marchandises libérées.

4. Les marchandises autres que libérées sont importées sous couvert de licences d'importation ; toutefois, celles n'excédant pas 40 kg par personne, à caractère particulier et occasionnel, s'effectuent sur présentation d'une autorisation de quota-voyageurs à la place de la licence lorsqu'il s'agit de produits frais soumis localement aux quotas saisonniers mensuels.

I - Procédure d'attribution des licences d'importation

Les licences sont délivrées par le S.C.E. dans le cadre des contingents ouverts par le P.A.I., à la demande de l'importateur sur présentation de formulaires triple comportant :

- un exemplaire jaune, destiné au S.C.E. ;
- un exemplaire rose, destiné au service des douanes ;
- un exemplaire blanc destiné à l'importateur, auquel est remis l'exemplaire rose pour les présenter simultanément au service concerné lors du dédouanement.

Ces formulaires, selon le modèle homologué déposé au S.C.E., sont présentés soit directement par l'importateur, soit par l'intermédiaire d'un transitaire en douane agréé, lesquels pourront s'en procurer auprès des imprimeries agréées de la place.

Pour être recevables, les formulaires présentés doivent :

- 1 - être établis au nom du titulaire véritable, résidant dans le territoire, personne morale ou physique dont la profession comporte l'utilisation ou la vente du produit dont l'importation est demandée (profession, adresse, R.C.) ;

- 2 - comporter le numéro de code de l'importateur, attribué par le service des douanes, la licence étant strictement personnelle et incessible ;
- 3 - mentionner le destinataire final (soi-même ou le tiers connu) ;
- 4 - porter clairement en lettres majuscules le langage de classification du tarif douanier (T.D.) pour la désignation tarifaire des marchandises, suivant le système harmonisé (S.H.), accompagné en lettres minuscules, entre parenthèses, du langage commercial principal utilisé sur la facture pour l'identification de la marchandise ;
- 5 - indiquer soigneusement, en regard de la désignation ci-dessus, le numéro de codification douanière correspondant (8 chiffres) ; chaque licence devant se rapporter, en principe, à une seule espèce de marchandise au numéro du T.D. ;
- 6 - exprimer avec concision les quantités utiles propres à chaque article distinctement identifié (nombre de colis et d'unités pièces ; poids ou volume unitaire et total net, métrages, paires ou autres unités intelligibles) ;
- 7 - reporter lisiblement les valeurs FOB, C & F, CAF, suivant la nature du contrat commercial et la devise apparaissant sur la facture d'accompagnement, avec conversion en francs CFP sur la base du taux de chancellerie en vigueur à la date de dépôt de la licence établie. La valeur CAF assimilée sera nécessairement indiquée. Le taux de chancellerie, périodiquement communiqué par le Trésor public, est à la disposition de tout importateur au S.C.E. (à partir de la parité 1 FF = 100/5,50 F CFP) ;
- 8 - mentionner obligatoirement les pays et d'origine et de provenance : nom officiel et code géographique. (En principe, un formulaire-licence par pays d'origine, par pays de provenance, par facture-fournisseur et par espèce contingentaire de marchandise) ;
- 9 - préciser date d'arrivée et navire maritime ou aérien d'acheminement des marchandises ;
- 10 - indiquer le lieu d'embarquement (avec date si possible) : le nom du port maritime ou de l'aéroport, et/ou de transbordement, éventuellement ;
- 11 - désigner lisiblement le fournisseur extérieur : nom ou raison sociale transcrits de manière complète, ville-siège, île, département ou état, pays-siège ;
- 12 - signaler si nécessaire la domiciliation bancaire, s'agissant d'information complémentaire devenue facultative depuis la libération des changes en matière de relations financières avec l'étranger.

La licence d'importation est ainsi une formalité qui relève de la procédure d'obtention préalable à la confirmation de la commande auprès du fournisseur. Date de dépôt sera apposée près de l'engagement de l'importateur ayant daté la présentation de ce document, revêtu de sa signature et de son cachet social.

Conditions annexes de recevabilité des licences.

1. Au dépôt de la licence demandée, est annexée la facture proforma justificative de la marchandise à commander, éventuellement accompagnée de documents appréciatifs, prospectus ou échantillons, devant faciliter l'octroi, sinon le jugement de refus en pleine connaissance de cause, de la licence d'importation pour l'opération envisagée. Exemplaires rose et blanc de la licence accordée étant délivrés au demandeur en même temps que lui sont restitués factures et documents annexes.

2. Pour les marchandises dont l'importation est soumise à certaines conditions d'admission : l'avis de l'autorité compétente devra être obtenu et dûment exprimé dans le cadre clauses particulières préalablement à sa présentation au S.C.E. C'est le cas actuellement des produits réglementés suivants : fleurs coupées, viande fraîche de porc, poussins de ponte, œufs de poule, produits de première nécessité (P.P.N.), certaines perles de culture, certaines espèces de poissons frais, fusées et pétards festifs, véhicules lourds de transport routier.

3. La législation locale soumet, en particulier, à autorisation administrative du haut-commissariat, préalable à l'importation, les matériels de stations radio-électriques (certains appareils émetteurs ; postes téléphoniques sans fil ; amplificateurs de basse, moyenne et haute fréquences radio-électriques ; systèmes de réception par satellite et appareils périphériques pouvant y être associés) : en cas de présentation de licence au S.C.E., celle-ci devra être accompagnée de la lettre d'autorisation d'importation de matériels de radiocommunication. Mention en sera portée au cadre clauses particulières.

4. Le visa d'octroi comporte la signature de l'agent habilité à cet effet par délégation du ministre chargé du commerce extérieur, revêtu du tampon distinctif du S.C.E.

II - Délivrance des licences d'importation

1. En cas d'autorisation, le S.C.E. remet à l'importateur les deux exemplaires rose et blanc des licences d'importation portant le numéro d'enregistrement, la date de délivrance et la date d'échéance desdites licences.

2. La durée de validité d'une licence d'importation est, en général, fixée à six mois à compter du jour qui suit la date de délivrance.

3. Cas particuliers : toutefois, une durée limitée contingentairement peut être fixée dans les cas liés à des autorisations de quotas saisonniers ou exceptionnels, réglementairement ouverts, ci-après : certains fruits frais et certains légumes frais, fleurs coupées, viande fraîche de porc, poussins "dits d'un jour" de race de ponte, œufs en coquille de poule, pommes de terre fraîches P.P.N. (riz, sucre, farine de panification... soumis à appel d'offres, et autres produits soumis au régime des prix maxima)...

4. Dans le contrôle douanier des licences d'importation, la rigueur apportée à la fois aux indications quantitatives et à leur contrevalet est assortie de relatives tolérances excédentaires, en certains cas admissibles. Il en est de même en ce qui concerne la prorogation du délai de validité, lorsque justifiée notoirement par des acheminements retardés indépendants de la volonté de l'importateur la bonne foi établie.

5. En tout état de cause, les licences de longue durée au sein d'un programme annuel d'importation expirent en fin de l'exercice considéré : c'est le cas des véhicules automobiles contingentés notamment, des autorisations de quotas dûment attribués aux concessionnaires ayant précédé l'octroi de la licence délivrée au moment de l'importation effective.

6. Le titulaire s'engage à retourner au S.C.E. l'exemplaire blanc des licences apurées en totalité, comme les exemplaires rose

et blanc des licences partiellement apurées ou non entièrement utilisées, ou point du tout actionnées, au plus tard à la date d'expiration, de même que doivent être signalées leurs pertes, pour contrôle ou annulation selon le cas.

III - Utilisation des licences en douanes

L'importateur ou son représentant présente au bureau de douane les exemplaires rose et blanc de la licence d'importation délivrée par le S.C.E.

Le ministre de l'économie
et des transports,
Georges PUCHON.

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT POUR LE MOIS DE FEVRIER 1995

COMMUNE DE ARUE

Travaux autorisés le 16 février 1995

N° 94-639-2 MAE.AU, M. Philippe Garenne, parcelles cadastrées 41 et 44, section V (parcelles de la terre Faretiara), route du lotissement Jay, terrassement, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE FAAA

Travaux autorisés le 16 février 1995

N° 94-1360-4 MAE.AU, O.P.T., parcelle cadastrée 314, section M (parcelle terres Mataiho 1 et Teruatupua), près de la mairie, 1 bureau de poste.

Travaux autorisés le 23 février 1995

N° 93-941-2 MAE.AU, M. Raymond Tarahu, parcelle cadastrée 249, section I (lot 1, terre Temarae 2), en face du Rimap, 1 snack ;

N° 95-136-1, Mme Justine Leou On, parcelle cadastrée 151, section I (lot A5, lot B, terres Vaiaimatai, Vaiava, Tevari et Faarava), P.K. 4,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 21 février 1995

N° 95-127-1 MAE.AU, M. Jean-Marc Pepino, parcelle cadastrée 302, section W5 (lot 2, lotissement « Les résidences du paradis »), 1 maison d'habitation ;

N° 95-130-1, M. Paul Wong, parcelle cadastrée 138, section S (parcelle domaine Fritch), vallée Tuauru, 1 garage, 1 cuisine ;

N° 95-137-1, M. Gilbert Fiu et Mme Edna Terai, parcelle cadastrée 210, section S (lot 26, lotissement Atima, zone « jeunes ménages »), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 1995

N° 95-123-1 MAE.AU, M. Edouard Raihauti, parcelle cadastrée 129, section R (lot 5, terres Raipo 2 et Vaipuna), 1 maison d'habitation ;

N° 95-141-1, Mlle Catherine Luneau, parcelle cadastrée 310, section V4 (lot 2, propriété Tirao), 1 maison d'habitation ;
N° 95-151-1, M. Guy Fugier et Mlle Heimata Teuira, parcelle cadastrée 176, section B (lot 1, terre Torea), pointe Vénus, 1 clôture.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 21 février 1995

N° 95-121-1 MAE.AU, M. et Mme Robert Firiapu, lot 7, lotissement Tetou à Temae, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 1995

N° 94-1448-2 MAE.AU, S.C.I. Manava, parcelles B et C, lot 2, lot III, domaine Tiahura à Haapiti, 1 complexe hôtelier.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 20 février 1995

N° 95-140-1 MAE.AU, conjoints Mahutata, parcelle cadastrée 83, section AO (parcelle terre Puoho 2), P.K. 25,400, côté mer, 1 clôture.

Travaux autorisés le 21 février 1995

N° 95-135-1 MAE.AU, Mme Imelda Pou, épouse Salmon, parcelle cadastrée 56, section AO (parcelle B, lot A, terre Vaieri), P.K. 24,800, côté mer, 1 mur de clôture.

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 10 février 1995

N° 94-149 MAE.AU.PPT, M. le directeur du port autonome, le long de la Papeava, Fare Ute Nord, Motu Uta, extension du bâtiment E6 en bureaux.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 16 février 1995

N° 94-1552-1 MAE.AU, M. Christian Mollon et Mlle Mateata Lehartel, parcelle cadastrée 26, section DN (lot 26, lotissement Te Maru Ata), 1 maison d'habitation, 1 mur de soutènement ;

N° 95-105-1, M. et Mme Georges Terou, M. Landry Terou et Mlle Sylvanna Lee, parcelles cadastrées 178 et 181, section AI (lots 3 et 5, lotissement Tiare Tahiti), 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 21 février 1995

N° 95-126-1 MAE.AU, M. Sui Hung Lau, parcelle cadastrée 19, section R (parcelle terres Raituna I Tai et Raituna I Uta), P.K. 14,300, côté mer, 1 mur de clôture ;

N° 95-129-1, M. René Gorsse, parcelle cadastrée 65, section DN (lot 65, lotissement Te Maru Ata), terrassement, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 1995

N° 94-1249-1 MAE.AU, M. Steve Amaru et Mlle Heilani Lucas, parcelle cadastrée 90, section DN (lot 90, lotissement Te Maru Ata), terrassement, ouvrages de soutènement ;

N° 95-128-1, M. et Mme Albert Mou Hin, parcelle cadastrée 285, section O (lot B, lot 4, terres Tepumaroura et Fareaito ou propriété Lamotte), P.K. 13,500, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 95-149-1, M. Désiré Foug Sung, parcelle cadastrée 271, section AL (lot 12, lotissement « Résidence Manava »), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 16 février 1995

N° 95-118-1 MAE.AU, M. Daniel Tepahauaitaipari, lot 4, terre Tavihauroa à Afaahiti, Taravao, 1 bâtiment à usage de bureaux.

Travaux autorisés le 21 février 1995

N° 94-1577-1 MAE.AU, M. Gilles Coulon, lot 1, terre Uturauea 2 à Faone, P.K. 50,350, côté mer, 1 maison d'habitation, 1 garage.

Travaux autorisés le 23 février 1995

N° 95-139-1 MAE.AU, Mme Velma Pugibet, née Dexter, parcelle terres Tearaatiati, Atiaha, Vaiea, Tenuavi, Tefaaupunaa, Tepaepaeroa, Temonaterarinetu, Vaihinano et Puaoa à Pueu, P.K. 6,500, côté montagne, 1 clôture.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE ARUE POUR LE MOIS DE FEVRIER 1995

Travaux autorisés le 13 février 1995

N° 95-88-1 MAE.AU, M. Rigobert Buchin et Mlle Diana Pere, parcelle cadastrée 97, section E (lot 10, lotissement Terua), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 15 février 1995

N° 95-107-1 MAE.AU, M. Léon Vernaudo, parcelle cadastrée 245, section D (parcelle 8, lots 6 et 7, domaine Tamahana), P.K. 3,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 95-112-1, Mme Thérèse Vernaudo, parcelle cadastrée 237, section D (parcelle 5, lots 6 et 7, domaine Tamahana), P.K. 3,500, côté montagne, 1 maison d'habitation et 1 clôture.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE PIRAE POUR LE MOIS DE FEVRIER 1995

Travaux autorisés le 8 février 1995

N° 94-1419-2 MAE.AU, M. Willy Chant, parcelle cadastrée 192, section K (parcelle propriété Chin Foo), près du lotissement Vetea, terrassement et 1 maison d'habitation ;

N° 94-1472-1, M. et Mme Hubert Sider, parcelle cadastrée 93, section P (lot 90, lotissement Aute II), transformation et extension d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 février 1995

N° 94-1389-1 MAE.AU, Mme Betty Lau, parcelle cadastrée 317, section R2 (lot 8, lotissement Matahoi), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 14 février 1995

N° 95-24-1 MAE.AU, Territoire (O.T.E.S.S.E.), parcelle cadastrée 92, section A (terre Taaoe II), salle Aorai Tini Hau, 1 logement de gardien.

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ
N° 356 MAE.AU.ISLV

Réf. : - Arrêté n° 1394 MAE du 5 avril 1994.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réa-lisation par M. Jean Julien Raimoana Mugnier, du lotissement « Raimoana » sis à Avera, commune de Taputapuata, ayant été accomplies pour les dix-huit (18) lots, le présent certificat, prévu à l'article D.141-8 du code précité, est délivré sous la res-ponsabilité du lotisseur.

Fait à Uturoa, le 1er mars 1995.

*Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme,
de l'énergie et des ports,
Gaston TONG SANG.*

SERVICE DES DOMAINES ET DE L'ENREGISTREMENT**CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS**
AVIS N°314 ENR

Il est donné avis de recherche des héritiers de M. Marae a Poheino a Tetuaitehiva, M. Vaiho a Haafifi a Tetuaitehiva, Mme Teiho a Paino a Moana a Vahaore, Mme Nunaa a Huria a Toimata, M. Marohaturu a Fatoga, M. Paurihorokau a Tinirau et Mme Teapehu a Tuatea, lesquels sont invités à se faire connaître au service de l'enregistrement à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 4 mars 1995.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,*

Théodore CERAN-JERUSALEM.

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS
AVIS N° 325 ENR

Il est donné avis de recherche des héritiers de :

- Mme Tetuanui a Paruparu a Puura, décédée le 8 juin 1949 à Fetuna ;
- M. Tetahio a Fau ;
- M. Puarai a Pureura ;
- M. Area a Pureura ;
- M. Matamua Iro, dit Hiro Haumani, né le 3 août 1933 à Rarotonga ;
- M. Teio a Hururau a Teio ;
- Mme Toariro Raufaia, décédée le 30 mai 1894 à Papeari,

lesquels sont invités à se faire connaître au service de l'enre-gistrement à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 8 mars 1995.

*L'adjoint au chef de service,
A. ALLAIN-SACAULT.*

DELEGATION A L'ENVIRONNEMENT**ENQUETE**
de commodo et incommodo**AVIS D'ENQUETE**
N° 95-1 ENV

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Christian Vernaudo, manda-taire de la S.A. Kaina Village, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter, au titre de la régularisation, une cen-trale électrique, un stockage d'hydrocarbures et de bouteilles de gaz sur une partie de la terre Putotoro sise à Manihi, dans la commune de Manihi.

Une enquête publique est ouverte, à compter du 27 mars 1995 et jusqu'au 26 avril 1995.

L'installation comprend les matériels suivants :

- une centrale électrique abritant :
 - 2 groupes électrogènes de 66 kVA chacun et fonctionnant en alternance ;
 - 2 cuves aériennes avec cuvette de rétention de 2.000 litres chacune servant à l'alimentation des groupes ;
- deux zones de stockage d'hydrocarbures (chaque zone sera pourvue d'une cuvette de rétention reliée à un séparateur d'hydrocarbures) :
 - la première zone abrite 9.000 litres de gazoil (2 cuves de 2.000 litres et 35 fûts de 200 litres) et 1.000 litres d'huiles diverses ;
 - la deuxième zone abrite 4.000 litres d'essence ;
- un stockage de 9 bouteilles de gaz de 50 kg chacune.

M. Albert Conroy, agent des installations classées à la délégation à l'environnement, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4562 Papeete, téléphone : 43.24.09.

De même, le dossier pourra être consulté à la mairie de Manihi.

Fait à Papeete, le 13 mars 1995.
Pour le ministre et par délégation :
*Le délégué à l'environnement,
Simone GRAND.*

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Il a été constitué une société civile aquacole suivant un acte sous seing privé du 8 mars 1995 :

Dénomination : RAVA PEARLS.

Capital : 400.000 FCF.

Siège social : TAKAROA (TUAMOTU).

Objet : La réalisation de toutes études concernant les conditions de création et d'exploitation des produits de la mer en général.

L'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets agricoles et piscicoles.

La pêche lagunaire et hauturière, la pisciculture et l'élevage de crustacés en vivier ou parc, l'exploitation de toutes fermes perlières, l'élevage de naissains, nacres, coquillages, la production et la commercialisation de tous ces produits.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au Registre du commerce de Papeete.

M. Tapu BONNET demeurant à FAA'A, quartier ROBSON, côté mer, P.K. 3,400, a été nommé gérant pour une durée de 9 années.

Pour avis,
Le gérant.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 3 mars 1995, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : E.U.R.L.

Objet : La fabrication, l'importation, la commercialisation de timbres-tampons-cachets, ainsi que toutes opérations commerciales, industrielles, financières ou immobilières s'y rapportant.

Dénomination sociale : SIGN «tampons».

Siège social : 26, avenue du Régent-Paraita, Papeete.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce.

Apport : en numéraire 500.000 F, en nature 500.000 F CFP.

Capital : 1.000.000 F CFP.

Gérance : Mlle Elise LEE.

Immatriculation : au Registre du commerce de Papeete.

La gérante,
Elise LEE.

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 février 1995, enregistré le même jour au service des domaines, folio

n° 40, bordereau 1119/15, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

- *Dénomination sociale* : la société est dénommée « Matariva ».
- *Forme sociale* : la société est une société civile de pêche régie par les articles 1832 et suivants du code civil.
- *Capital social* : le capital social s'élève à cent mille francs pacifiques (100.000 CFP) constitué en des apports en numéraire.
- *Objet social* : la société a pour objet toutes activités se rattachant à l'exploitation des navires de pêche et des produits provenant de la pêche et généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet.
- *Parts sociales* : les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint, des ascendants ou descendants du cédant. Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes ou transmises par décès qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire des associés.
- *Gérance* : M. Gilbert Wane est nommé premier gérant statutaire pour une durée non déterminée.
- *Immatriculation au registre du commerce et des sociétés* : la société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, île de Tahiti.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
Notaire à la Résidence de PAPEETE (île de Tahiti)

« TAHITIAN COCONUT CHOCOLAT »
Société à responsabilité limitée en liquidation volontaire
Au capital de 400.000 F CFP
Siège social : PAPEETE, Immeuble Vaïete
R.C.S. PAPEETE N° 4116 B

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

Mme Danielle MARCHESINI, liquidateur de la société, demeurant à PUNAAUIA, Lotissement Taina, lot 135, a réuni le 10 mars 1995, à son domicile, siège de la liquidation, l'Assemblée de clôture de liquidation de cette société.

L'assemblée générale a approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus de sa gestion et décharge de son mandat au liquidateur et constaté de la clôture de la liquidation.

Les comptes du liquidateur ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de PAPEETE.

Pour avis,
Le liquidateur.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII TATAKOTO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 septembre 1994)

Président : LANTEIRES Heifara
Vice-présidents : TEARIKI Richard
TINOMANO Bernard
RUMELDI Mario
Secrétaire : MAHAGA Gaspar
Secrétaire adjoint : RATA Madeleine
Trésorier : POKARA Tetiratahuka
Trésorier adjoint : TAGI Jean

Présidents des différentes sections

Football : LANTEIRES Heifara
Volley-ball : TINOMANO Bernard
Basket-ball : MAPUHI Frédéric
Pétanque : TAORA Teata
Tennis : TEARIKI Nicolas
Triathlon : RUMELDI Mario

SYNDICAT TERRITORIAL DE L'ENSEIGNEMENT CHRÉTIEN - C.F.T.C.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 décembre 1994)

Président : CLAVREUL Roland
Vice-président : CHUNG Jacques
Secrétaire : CONSTANT Marie
Secrétaire adjoint : DAUPHIN Eric
Trésorier : BEAUCHESNE Denis

COOPERATIVE HOTUTEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 février 1995)

Président : TERIINOHORAI Smith
Vice-président : TAHIAHUI Edouard
Secrétaire : TIAHAU Nadia
Secrétaire adjoint : CHAVEZ Thomas
Trésorier : TETIAMANA Pascal
Trésorier adjoint : MAITIA François

A.S. TE HAARI PI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 décembre 1994)

Président : HAUATA Maximilien
Vice-président : YIP Calixte
Secrétaire : HAUATA Léon
Trésorier : TOKORAGI Camille

ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 janvier 1995)

Président : CHIN Jean-Claude
Vice-président : LACHAUX Jean-Paul
Secrétaire : CHEUNG PAO Roland
Secrétaire adjoint : TAEREA Dicarlo
Trésorier : CHEUNG PAO Christian
Trésorier adjoint : MAI Rudolph

FEDERATION GENERALE DU COMMERCE ET AUTRES ACTIVITES PATENTEES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 janvier 1995)

Président : YAU Gilles
1er vice-président : DE MARIGNY Daniel
2e vice-président : TANSEAU Alexis
Secrétaire : LIAO Arsène
Secrétaire adjoint : SIU Gérard
Trésorier : BEAUMONT Léonard
Trésorier adjoint : OLLIVIER Thierry

ASSOCIATION U.C.J.G. VAITEPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 février 1995)

Président : TAEA Daniel
Vice-président : MARE Joël
Secrétaire : REVA Caroline
Secrétaire adjoint : TAEA Hinarai
Trésorier : WATANABE Michel
Trésorière adjointe : MARAKAI Gisèle

ASSOCIATION SPORTIVE CORPORATIVE DE L'AMICALE TAMARII PATER

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 février 1995)

Président : HARGOUS Albert
Vice-président : TEPARII Noël
Secrétaire : YI Rémy
Trésorier : NEAGLE Charles
Assesseurs : ITAE Adolphe
FATUPUA Raphaël
TEHEIURA Robert
ATANI François

ASSOCIATION SPORTIVE AOMA-PORIRO
(Récépissé n° 95-507 MFR/AA du 1er mars 1995)

Extraits de statuts

L'association dite «A.S. AOMA-PORIRO», commune associée de Toahotu (Taïarapu-Ouest), fondée le 3 février 1995, a pour objet la pratique du sport : volley-ball.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à la mairie de Toahotu.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-------------------------------|
| Président d'honneur | : MANEA Lovine |
| Président | : TAVI Valentin |
| Vice-présidente | : FAITO Elisa |
| Secrétaire | : MANEA Elvina |
| Secrétaire adjoint | : TANETOA Frédéric |
| Trésorière | : FAITO Mareva |
| Trésorière adjointe | : TERITEPOROUARAI Tehuitua |

**ASSOCIATION SPORTIVE DISTRICT DE FOOT-BALL
DE RAIATEA**

(Récépissé n° 95-556 MFR/AA du 7 mars 1995)

Extraits de statuts

Conformément à la décision prise par l'assemblée générale de la Ligue de Football de Polynésie française le jeudi 2 juin 1988, d'une part, et aux dispositions de l'article 7 de ses statuts, d'autre part, la Fédération Tahitienne de Football (F.T.F.) institue : LE DISTRICT DE FOOTBALL DE RAIATEA.

Le District de Football de Raiatea est régi par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations à but non lucratif et par les présents statuts.

Le siège du District est fixé à la mairie de la commune de UTUROA. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du comité directeur.

La durée du District est illimitée.

1°) Le District a pour but, dans le cadre des statuts et règlements de la Fédération Tahitienne de Football (F.T.F.) :

- d'organiser, développer et contrôler la pratique du football sur le territoire défini à l'article 5 ci-dessous ;
- de créer un lien administratif et moral entre elle-même, ses Sous-Districts et Clubs ;
- d'entretenir tous rapports avec la F.T.F., les autres ligues, les groupements affiliés ou reconnus par la F.T.F. et enfin avec les pouvoirs publics.

2°) Le District exerce son activité par tous les moyens propres à réaliser son but, et notamment, par l'organisation d'épreuves dont elle fixe les modalités par des règlements particuliers à chacune de ces épreuves.

3°) Elle s'interdit toute discussion d'ordre politique, religieux, professionnel ou syndical.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------------|--|
| Président | : HIRO Toni Tuteraiponi |
| Vice-président délégué | : MONPAS John |
| Vice-présidents | : MULLER Miroslav RICHMOND Marcel |
| Secrétaire | : GREIG Alphonse |
| Secrétaire adjoint | : TERITERAHAUMEA Marius |
| Trésorier | : LAMAUD Gaston |
| Trésorière adjointe | : IHORAI Noéline |
| Commissaires aux comptes | : DEHORS Gilles CHIN Jean Claude |
| Membres | : NAUTRE Georges AMIOT Dominique RICHMOND Clarence ROCHETTE Jean-Marie LO SHUN Rereata ORAIORAI Emmanuel BROTHERS Francklin TEURA Etienne DOOM Stanislas EBERA Tere TEHAAI Christian |

**SYNDICAT DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE METEO FRANCE E.P.A.**

(Récépissé n° 1627 DIR/IT/AV du 18 novembre 1994)

Extraits de statuts

Le syndicat des A.N.F.A. a pour buts :

- de resserrer les liens de solidarité entre les travailleurs de l'entreprise, de les rassembler en une force de proposition et de concertation face à l'employeur ;
- d'assurer la défense de leurs intérêts moraux, matériels et professionnels, en justice et devant toutes commissions ;
- d'étudier toutes questions susceptibles d'améliorer les conditions de travail dans l'entreprise ;
- de mettre à la disposition de ses membres tous les moyens d'information et d'éducation qui leur sont utiles en vue du développement de leurs connaissances tant professionnelles qu'économiques ;
- de leur faire prendre conscience de la place qu'ils occupent dans l'entreprise et au sein de la collectivité territoriale.

Le siège social se trouve à FAAA, Aéroport Météo France EPA, B.P. 6005.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-------------------------------|---------------------------------|
| Secrétaire | : DESROCHES Albert |
| Secrétaire adjoint | : TAATA Michel |
| Secrétaire archiviste | : ADAMS Thomas |
| Secrétaire archiviste adjoint | : RAOULX Gérard |
| Trésorier | : MARERE André |
| Trésorier adjoint | : PIEHI Philippe |
| Assesseurs | : KILIAN Conrad ARHAN Victor |

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DES COMPTABLES DU TRESOR ET ASSIMILES
SECTION DE POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 février 1995)

| | |
|----------------|------------------------|
| Président | : FRANZ Régis |
| Vice-président | : CUCHET Guy |
| Secrétaire | : BUFFET Yves |
| Trésorier | : AITLARBI Jean-Claude |
| Assesseur | : PERRIN Serge |

SOCIETE D'ETUDES OCEANIENNES (S.E.O.)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 décembre 1994)

| | |
|--------------------|----------------------|
| Président | : KOENIG Robert |
| Vice-présidente | : LAGUESSE Janine |
| Secrétaire | : PIETRI Raymond |
| Secrétaire adjoint | : ALLAIN Yvonné |
| Trésorier | : MACHENAUD Philippe |
| Trésorier adjoint | : LY Jimmy |

**ASSOCIATION POLYNESIENNE DE SANTE PUBLIQUE
A.P.S.P.**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 février 1995)

| | |
|---------------------|-------------------------|
| Président | : DEPORTE Xavier |
| Vice-président | : MARGHEM Dominique |
| Secrétaire | : HUPIN Christian |
| Secrétaire adjointe | : DUHOURCQ Irène |
| Trésorier | : ATHENOL Bernard |
| Trésorier adjoint | : MERCIER Jean-François |

ASSOCIATION TAMARII TEREIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 février 1995)

| | |
|------------------------|---|
| Président d'honneur | : PAU Tama |
| Président | : ROURA David |
| Vice-président délégué | : TEPA Albert |
| Vice-présidents | : ROURA Tenania FAUATIA Anselme ROURA Firta |
| Secrétaire | : TEPA Fabrice |
| Secrétaire adjoint | : MOU SIN Henri |
| Trésorier | : TEMEHARO Eloy |
| Trésorier adjoint | : TAIPUNU Pascal |

Section football

| | |
|--------------------|------------------|
| Président | : ROURA David |
| Vice-président | : MOU SIN Henri |
| Secrétaire | : TEPA Fabrice |
| Secrétaire adjoint | : MOU SIN Gaëtan |
| Trésorier | : TEMEHARO Eloy |
| Trésorier adjoint | : TEPA Albert |

Section volley-ball

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Président | : TEPA Fabrice |
| Vice-président | : PAU Maréko |
| Secrétaire | : TEPA Nelson |
| Secrétaire adjointe | : ROURA Isabelle |
| Trésorière | : PAOAAFAITE Huguette |
| Trésorière adjointe | : TEPA Vahineura |

Section basket-ball

| | |
|--------------------|---------------------|
| Président | : TEPA Albert |
| Vice-président | : ROURA Firta |
| Secrétaire | : PAU Nicole |
| Secrétaire adjoint | : MOU SIN Henri |
| Trésorier | : TERITAPUNUI Atana |
| Trésorier adjoint | : TAIPUNU Pascal |

SYNDICAT TE PUA ITO HOTU NO ARUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 décembre 1992)

| | |
|---------------------|----------------------------------|
| Président | : TEARIKI Toussaint |
| Vice-présidents | : COWAN Vetea COWAN Joinville |
| Secrétaire | : PIRITUA Thérèse |
| Secrétaire adjointe | : PUARITAHU Victorine |
| Trésorière | : VERNAUDON Calixta |
| Trésorier adjoint | : KOUNG Yue Yue dit Siki |

ASSOCIATION TIARE RAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 février 1995)

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Présidente | : HAPAITAHAA Maraëura |
| Vice-présidente | : ATU Irène |
| Secrétaire | : AMARU Irmine |
| Secrétaire adjoint | : IRO Antonio |
| Trésorière | : TUPAI Jeanne |
| Trésorière adjointe | : MOTAHU Déborah |

**ASSOCIATION SPORTIVE
VAIPUARII BOXING CLUB**

(Récépissé n° 95-585 MFR/AA du 9 mars 1995)

Extraits de statuts

L'association, dite « Vaipuarii Boxing Club », fondée en 1995, a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Punaauia, P.K. 13,500.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : AIRIMA Etienne |
| Vice-président | : TAURARII Tepoaitu |
| Secrétaire | : WIN Valentine |
| Secrétaire adjointe | : AIRIMA Heimata |
| Trésorière | : AIRIMA Marie |
| Trésorière adjointe | : WIN Vahina |
| Assesseur | : BELLAIS Rehia |

COMITE POLYNESIEN POUR L'ELECTION D'EDOUARD BALLADUR

(Récépissé n° 95-553 MFR/AA du 6 mars 1995)

Extraits de statuts

Il est fondé, le 27 février 1995, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, le décret du 16 août 1901, la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 (titre III) et l'article L 52-12 du code électoral, ayant pour titre «Comité Polynésien pour l'Election d'Edouard BALLADUR».

Ce groupement politique a pour objet de soutenir activement la candidature de M. Edouard BALLADUR aux élections présidentielles.

Le siège social est fixé dans les locaux du Centre d'Affaires Polynésien, à Papeete, avenue du Prince-Hinoui, B.P. 51.561 Pirae, téléphone : 46.60.95, Fax : 46.60.70, île de Tahiti, Polynésie française. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

Le comité sera dissous avant le 1er juillet 1995.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|----------------------|-----------------------------------|
| Président d'honneur | : SANFORD Francis |
| Co-présidents | : JUVENTIN Jean MILLAUD Daniel |
| Secrétaire | : REVAULT Patrick |
| Secrétaires adjoints | : TOOFA William WILD José |
| Trésorier | : CERAN-JERUSALEM Y Léon |
| Trésoriers adjoints | : LUCAS Gérard CASIMIR Renée |

ASSOCIATION SPORTIVE PATIRI MARAMA

(Récépissé n° 95-566 MFR/AA du 8 mars 1995)

Extraits de statuts

L'association sportive Patiri Marama, fondée le 27 février 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à Parea. Il pourra être transféré en tout autre lieu de Huahine par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

L'association sportive Patiri Marama a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques en général et du football en particulier par toutes les personnes acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, artistique, socio-éducative, culturelle...) décidés par le comité directeur.

Elle s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|---------------------|
| Président | : MAI Paul |
| Vice-président | : TERAITEPOU Gilles |
| Secrétaire | : TUIHANI Yves |
| Secrétaire adjoint | : TEMAIANA Nestor |
| Trésorier | : TUHEI Philippe |
| Trésorier adjoint | : TUTURU Léon |

ASSOCIATION SPORTIVE TIARE TAHITI DE BASKET-BALL

(Récépissé n° 95-416 MFR/AA du 22 février 1995)

Extraits de statuts

L'association, dite « A.S. TIARE TAHITI » de basket-ball, a été fondée le 9 février 1995.

Elle a pour objet, de participer à plusieurs championnats à Huahine, et même dans différentes îles, en particulier à Tahiti, ainsi que de sensibiliser les jeunes au basket-ball.

Son siège social est fixé à Haapu, Huahine.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-------------------|
| Président d'honneur | : TEHIO Alexandre |
| Président | : NOHO Philippe |
| Vice-président | : TETAHIO Gilbert |
| Secrétaire | : TEHIO Corinna |
| Secrétaire adjoint | : FAATAU Jean |
| Trésorier | : FAATOMO Michel |
| Trésorière adjointe | : TINO Wanda |
| Membre bienfaiteur | : TEHIO Odilia |

COMITE TERRITORIAL DE L'UNION FRANÇAISE DES ŒUVRES LAÏQUES D'EDUCATION PHYSIQUE U.F.O.L.E.P.

(Récépissé n° 95-564 MFR/AA du 8 mars 1995)

Extraits de statuts

Il est constitué dans le territoire de la Polynésie française un Comité territorial de l'Union Française des Oeuvres Laïques d'Education Physique (U.F.O.L.E.P.), conformément aux statuts et règlements généraux de l'U.F.O.L.E.P. nationale.

Ce comité regroupe toutes les associations pratiquant des activités physiques, sportives et de pleine nature, régulièrement affiliées à la Fédération des Oeuvres Laïques de Polynésie française et à l'U.F.O.L.E.P.

Son siège social est celui de la Fédération Territoriale des Oeuvres Laïques, rue Octave-Moreau, Faariipiti.

Sa durée est illimitée.

Le comité territorial doit :

- assumer les buts de l'U.F.O.L.E.P. définis à l'article 1er des statuts nationaux ;
- faciliter le fonctionnement de toutes les associations affiliées à l'U.F.O.L.E.P. dans le territoire ;
- organiser les activités physiques, sportives et de pleine nature de ses adhérents ;
- encourager les activités de l'U.S.E.P., section scolaire de l'U.F.O.L.E.P. ;
- organiser des actions territoriales de formation en liaison avec les commissions régionales et nationales ;
- entretenir toutes relations utiles avec les pouvoirs publics au niveau territorial : le comité territorial olympique et sportif, les fédérations, les comités territoriaux des fédérations, groupements sportifs et de pleine nature et les organisations laïques du territoire ;
- contribuer au rayonnement de l'école laïque.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|----------------|--------------------|
| Président | : CHIN MEUN Pierre |
| Vice-président | : HUANG Michel |
| Secrétaire | : TAPEA Elsie |
| Trésorier | : ADAMS Victor |

ASSOCIATION DIADEME

(Récépissé n° 95-489 MFR/AA du 1er mars 1995)

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents. Sa dénomination est : association « Diadème ».

Cette association a pour but, la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts moraux et matériels de ses membres et notamment des plus démunis, à développer leurs activités, à resserrer les liens de fraternité entre les associés et à favoriser l'insertion sociale des jeunes en difficulté.

Le siège social est fixé lotissement Titiro, Papeete, c/o Mara Philippe. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

La durée de l'association est indéterminée, elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--|
| Président | : MARA Philippe |
| Vice-présidente | : NOHO Mélanie |
| Secrétaire | : TAERO Jeanne |
| Secrétaire adjointe | : TEURAFATIAU Iona |
| Trésorier | : TAERO Robinson |
| Trésorier adjoint | : TEURAFATIAU Alphonse |
| Assesseurs | : TEURAFATIAU Diana HURUMANU Julienne AMARU Maeva MOE Poumarii |
| Membres | : AMARU Gilda MOE Tahiri LUCAS Heifara HARUA Lily AMARU Philippe |

LOTO NATIONAL N° 10

Premier tirage du mercredi 8 mars 1995 :

21 26 38 40 41 47

Numéro complémentaire : 1

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP) |
|---|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros | 2 | 29.784.818 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire | 6 | 4.960.545 |
| 5 bons numéros | 455 | 232.090 |
| 4 bons numéros | 33.516 | 3.400 |
| 3 bons numéros | 737.648 | 218 |

Deuxième tirage du mercredi 8 mars 1995 :

11 19 32 34 39 40

Numéro complémentaire : 2

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP) |
|---|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros | 0 | - |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire | 13 | 2.162.454 |
| 5 bons numéros | 454 | 214.454 |
| 4 bons numéros | 33.081 | 3.163 |
| 3 bons numéros | 716.342 | 200 |

Premier tirage du samedi 11 mars 1995 :

6 12 19 24 43 45

Numéro complémentaire : 48

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|---|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros | 3 | 66.768.000 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire | 29 | 669.636 |
| 5 bons numéros | 1.124 | 60.000 |
| 4 bons numéros | 51.047 | 1.854 |
| 3 bons numéros | 780.302 | 200 |

Deuxième tirage du samedi 11 mars 1995 :

1 10 16 17 27 48

Numéro complémentaire : 20

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|---|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros | 5 | 80.204.090 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire | 11 | 1.697.090 |
| 5 bons numéros | 527 | 121.909 |
| 4 bons numéros | 30.111 | 2.727 |
| 3 bons numéros | 573.082 | 272 |

AVIS RELATIF AU 2e TIRAGE DU MERCREDI
DU LOTO NATIONAL N° 511

Pour le 2e tirage du LOTO n° 511 du mercredi 15 mars 1995, il sera affecté dans les conditions prévues par l'article 11.3.1 du règlement du LOTO NATIONAL, la somme, égale à un multiple de 18.181.818 CFP nette du prélèvement légal, nécessaire au versement d'un gain qui ne sera pas inférieur à 272.727.272 CFP, réparti, par parts égales, entre les jeux classés au premier rang et net du prélèvement légal.

Dans l'hypothèse où aucun ensemble de numéros ne serait classé au premier rang, la somme affectée à ce rang étant déterminée précédemment nette du prélèvement légal, les dispositions de l'article 11.5 du règlement seraient appliquées.

*Le président du conseil d'administration
de la Pacifique des jeux,
Yves HEMARD.*

ASSOCIATION TE IHO TUMU

(Récépissé n° 95-600 MFR/AA du 10 mars 1995)

Extraits de statuts

Il a été constitué le 22 janvier 1995, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

Cette association a pour titre « Te Iho Tumu ».

Elle a pour objet de rechercher, de représenter, de défendre les intérêts de la famille Teivao-Pupu Kainuku Tamoko (descendants directs de Puta aux îles Cook).

Son siège social est situé à Pirae, lotissement Nahoata, n° 19, c/o Isidore Teivao, B.P. 50.169, Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Président | : TEIVAO Isidore |
| Vice-présidente | : DESROCHES Joséphine |
| Secrétaire | : DESROCHES Albert |
| Secrétaire adjointe | : FAUURA-TEIVAO Elise |
| Trésorière | : POMIER Pauline |
| Trésorière adjointe | : PERRY Mariana |

ASSOCIATION TE REO AROHA

(Récépissé n° 95-588 MFR/AA du 9 mars 1995)

Extraits de statuts

Il est formé, entre les adhérents aux présents statuts, une association pour aider, défendre et entreprendre les nécessaires interventions pour le bien-être des habitants siégeant dans la commune associée de Faaone, association régie selon les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, dénommée « Te Reo Aroha ».

Son siège social est fixé à Faaone, P.K. 47,500, côté montagne, Tahiti, Polynésie française, B.P. 7797, Taravao.

Sa durée est illimitée.

L'association « Te Reo Aroha » a pour volonté de rassembler sans distinction de race, d'origine, de culture ou de religion, tous les habitants de la commune de Faaone, désireux de contribuer au bien-être des habitants de cette commune associée :

- aide aux gens en difficulté ;
- protection de l'environnement ;
- défense des principes élémentaires d'éducation ou d'hygiène et de salubrité publique ;
- solidarité et confort des familles ;
- formation des jeunes aux responsabilités ;
- développement de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche ;
- promotion de l'artisanat local.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------------|-----------------------------------|
| 1er président d'honneur | : PICARD Charles |
| 2e président d'honneur | : MAIAI Théophile |
| Président | : TIAPARI Toby |
| Vice-président | : ROBSON Christian |
| Secrétaire | : JENNINGS Macrine |
| Secrétaire adjointe | : LUCAS Frida |
| Trésorier | : PAEHO Arthur |
| Trésorière adjointe | : TIAPARI Jeannine |
| Commissaires aux comptes | : PICARD Bruno TAHITO Tetuanui |

ASSOCIATION ARTISANALE ET HORTICOLE TIARE NO MOOREA

(Récépissé n° 95-415 MFR/AA du 22 février 1995)

Extraits de statuts

Il est constitué le 24 septembre 1994, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de Tiare No Moorea.

Son siège social est fixé à Afareaitu, Haumi.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans et des horticulteurs de la commune de Afareaitu :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local et floral ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|-----------------|
| Présidente | : THOMAS Esther |
| Secrétaire | : THOMAS Esther |
| Trésorière | : RERE Suzanne |

ASSOCIATION SPORTIVE MATAIEA SECTION PIROQUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (23 janvier 1995)

| | |
|--------------------------|---|
| Présidents d'honneur | : EBB Tinomana AIAMU Charles AIRIMA André |
| Président | : DOOM Victor |
| 1er vice-président | : PARA Georges |
| 2e vice-président | : ARIITAI Célestin |
| Secrétaire | : OTCENASECK Jaros |
| Secrétaire adjoint | : TEROROTUA Alain |
| Trésorier | : MARAMA Teanuhe |
| Trésorier adjoint | : SWAPP Vetea |
| Commissaires aux comptes | : PAPA Alphonse TEAHA Charles SWAPP Narii |
| Directeur sportif | : PARA Georges |
| Suppléant | : SWAPP Maurice |
| Responsables du matériel | : TIHONI Grégory SWAPP Maurice |

ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT "RESIDENCE JAY"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (14 février 1995)

| | |
|-------------------|--------------------------|
| Président | : LHOMOND Henri |
| Vice-président | : TCHING CHI YEN Bernard |
| Secrétaire | : SINE Diana |
| Trésorier | : BRAI Patrick |
| Membre conseiller | : JAY Henri |

A.S. TAMARII FAAROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (27 novembre 1994)

| | |
|---------------------------------------|---|
| Présidents d'honneur | : HIRO Toni TEIHOTAATA Teihotaata TEURAVEHE Teinauri |
| Président | : RUA Augustin |
| Vice-président | : ANUANU Louis |
| Secrétaire | : TAURUA Eliane |
| Secrétaire adjoint | : RODIER Antoine |
| Trésorier | : TAAROA Tamuera |
| Trésorier adjoint | : PUREINI André |
| Secrétaire responsable de licences | : RUA Hinano |
| Asseseurs | : TARANO Urarii SMITH Marceline TERIITAOHIA Emanuela PUREINI Rita TAURUA Tihoni TAVAEARII Tihoni TERIITAOHIA Roland |

ASSOCIATION SPORTIVE MATAIREA FOOTBALL CLUB

(Récépissé n° 95-509 MFR/AA du 1er mars 1995)

Extraits de statuts

L'association sportive Matairea Football Club, fondée le 8 février 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à Fare, Huahine. Il pourra être transféré en tout autre lieu de Huahine par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

L'association sportive Matairea Football Club a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques en général et du football en particulier par toutes les personnes acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, artistique, socio-éducative, culturelle...) décidés par le comité directeur.

Elle s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|--------------------|
| Président | : FLOHR Delano |
| Vice-président | : CARBONNIER Hervé |
| Secrétaire | : FAATAU Félix |
| Secrétaire adjoint | : NEUFFER Philippe |
| Trésorier | : HOPARA Nano |
| Trésorier adjoint | : CHEOU Ronald |

ASSOCIATION DES HERITIERS DE TERIVAIHOMAITERAI A TAIMOE

(Récépissé n° 95-513 MFR/AA du 2 mars 1995)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 24 février 1995, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination : Association des héritiers de Terivaihomaiterai a Taimoe.

L'association se donne pour but :

- de regrouper les hommes et femmes, jeunes et moins jeunes dans des projets agricoles ;
- d'améliorer les conditions et la qualité de vie de ses membres en leur fournissant les moyens pour œuvrer dans l'agriculture ;
- d'organiser ou de participer à toutes actions et initiatives favorisant le développement agricole et le retour de la population aux tâches agricoles ;
- de protéger ses membres et d'être leur porte-parole auprès de qui de droit ;
- de contribuer à toutes les manifestations relatives à la protection de l'environnement ;

- de soutenir toutes les revendications foncières ayant pour finalité une meilleure répartition des terres ;
- d'œuvrer dans le respect de la déclaration universelle des droits de l'homme ;
- de s'associer ou d'adhérer à des associations ou organisations ayant des objectifs similaires.

L'association a son siège à Vairao, quartier Farua, P.K. 13,600, côté mer (téléphone : 57.71.16). Il peut être transféré dans un autre lieu par une simple décision du bureau ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|----------------------|---|
| Présidente d'honneur | : MAITUI Teato |
| Président | : PAITIA Areti |
| Vice-président | : MAITUI Tetia |
| Secrétaire | : MAITUI Tu |
| Secrétaire adjointe | : WONG Christiane |
| Trésorier | : MAGAUT Henri |
| Trésorière adjointe | : MAITUI Jeanne |
| Assesseurs | : MAITUI André MAITUI Teraï MAITUI Henriette PAITIA Terani MAITUI Deane MAITUI Teiho MAITUI Clémentine PAITIA Vaca MAITUI Roti Colette MAITUI Tamaru BARFF Fullbert |

TAMARII AIVI DE VAIRAO

(Récépissé n° 95-625 MFR/AA du 14 mars 1995)

Extraits de statuts

Il est fondé le 6 mars 1995, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Sa dénomination est : Tamarii Aivi de Vairao.

Cette association a pour but la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres, à développer leurs activités, à resserrer les liens de fraternité entre les associés et à faciliter le regroupement, la production et la vente de leurs produits.

Le siège social est fixé à Vairao. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

La durée de l'association est indéterminée, elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|--|
| Président | : MAGAUT Henri |
| Vice-président | : TEMARONO Tauiatara |
| Secrétaire | : TARIHAA Edouard |
| Secrétaire adjoint | : FAAITE Rogatien |
| Trésorier | : FAAITE Isidore |
| Trésorier adjoint | : TUANOA Teraitua |
| Membres | : TINITUA Tetuarii VANBASTOLAIRE Henri TETOE François MAITERE Martino |

LIGUE DE BASKET-BALL DE BORA BORA ANCIENNEMENT DENOMMEE SOUS DISTRICT DE BASKET-BALL DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (6 février 1995)

| | |
|--------------------------|--|
| Président | : TEHIHIPO René |
| Vice-président | : AREA Ionatana |
| Secrétaire | : HAHE Oona |
| Secrétaire adjoint | : MANATE Marc |
| Trésorier adjoint | : TEHIOTOA Samuel |
| Commissaires aux comptes | : MATAURUA Gaston TERAI Iona |
| Membres actifs | : FAUATIA Ben MANAORE Vainoa TETUANUI Joël KNOEPFLIN François |

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Défense du consommateur"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Loi sur l'ivresse"

Prix : 230 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1994

Prix : 1.830 francs

COLLECTIONS RELIEES**JOURNAL OFFICIEL de la Polynésie française**

Années : 1990 - 1991 - 1992

(Quantité limitée)

Prix : 21.860 francs les 2 tomes

CARTE DES COMMUNES

Prix : 680 francs

CODE DE LA MER en tahitien

Prix : 760 francs

CODE DE LA ROUTE

Prix : 1.800 francs

**CODE DE PROCEDURE CIVILE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 1.490 francs

CODE DU TRAVAIL

(J.O.P.F. n° 3 NS du 22 février 1991)

en 3 cahiers

Prix : 720 francs

Prix broché : 1.220 francs

CODE DE L'AMENAGEMENT

Edition 1994

Prix : 2.850 francs

CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 985 francs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Prix : 985 francs

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Rédition 1989

Prix : 770 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 120 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES MEMBRES DU COMITE D'ENTREPRISE**

Prix : 120 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS
DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 690 francs

**STATUT DU TERRITOIRE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

LOI n° 84-820 du 6 septembre 1984

modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990

Prix : 440 francs

TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991

Prix : 5.750 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE
(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)**

Prix : 380 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(1er janvier 1991 — 31 décembre 1991)

Prix : 1.270 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(1er janvier 1992 — 31 décembre 1992)

Prix : 1.380 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1993

Prix : 1.290 francs